

Sans transition!

La revue engagée du local au global

OCCITANIE

Sans transition!



COLLAPSOLOGIE
S'EFFONDRE
POUR RENÂÎTRE ?

N°23 // MAI-JUIN 2020

Le CONVIVIALISME

pour construire

le JOUR D'APRÈS

**PYRÉNÉES-
ORIENTALES**

Quand les éleveurs
défrichent

**ESS ET
SOLIDARITÉ**

Des masques
contre le Covid-19

**PAIN EN
DANGER**

Meunier,
tu dors ?

**VIELLIR
ÉCOLO**

Les anciens
vivent au vert

CAHIER SPÉCIAL OCCITANIE

Planter un nouvel arbre...

La situation actuelle est historique. Tout le monde en convient. En pleine incertitude quant à l'avenir, chacun se recentre sur ses valeurs, qu'elles soient humanistes, écologistes, familiales ou spirituelles. Mais aussi libérales ou conservatrices. Selon.

Alors que les Grands de ce monde semblent découvrir éberlués les bases de l'intérêt général, de la santé, de l'éducation ou de la coopération et toucher enfin du doigt la fragilité du monde néolibéral qu'ils ont construit, à La Maison des Possibles - la coopérative qui édite le magazine Sans transition ! que vous avez entre les mains -, nous sommes confortés dans nos convictions, dans nos engagements. Nous nous ancrons un peu plus à la Terre avec nos racines. Car les pages de notre magazine, les salles de nos conférences, regorgent de possibles réalisables et beaux. Nous les mettons en valeur depuis plus de 10 ans. Lisez-les, écoutez-les, Grands de ce monde !

Voyez comment chacune de nos ramifications exprime sa solidarité envers les malades et leurs proches. Solidarité envers les soignants et leurs proches qui les supportent aussi. Solidarité évidemment envers ceux qui font tourner le pays, souvent dans l'ombre et au péril de leur santé : les agriculteurs, livreurs, fournisseurs d'énergie, caissiers....

Nous apportons aussi toute notre gratitude au monde de l'économie qui participe, tant bien que mal, à l'élan de solidarité en cours : libération de brevets technologiques, réorientation de la production, mise à disposition gratuite d'objets culturels, confections et livraisons de repas, et tous ces petits gestes de l'ombre... Autant d'actions qui permettent de se « sentir utile » et de laisser le moins de personnes possibles sur le bord du chemin. Enfin, nous avons une pensée pour tous les auxiliaires indispensables à Sans transition ! et qui subissent de plein fouet la crise actuelle : nos journalistes pigistes, diffuseurs, fournisseurs et autres partenaires.

Nous, petit arbuste sans tuteur, poursuivons également, tant bien que mal, notre cycle de développement printanier en sortant ce nouveau numéro. Certes, il est impacté par la crise lui aussi, puisqu'il ne paraît qu'en format électronique. Comme la nature, il s'adapte pour survivre.

Pour revenir, nous l'espérons, plus fort en juillet dans vos boîtes aux lettres et chez vos commerçants.

Alors que certaines fleurs périssent aujourd'hui, d'autres branches évoluent vers de nouveaux horizons avec des feuilles qui s'ouvrent sur des conférences et des discussions dématérialisées. Elles cherchent un chemin vers la lumière. Nous espérons que vous répondrez présents à ces nouveaux rendez-vous sur le web.

Parce que nous y croyons plus que tout. Parce que nous n'avons plus le choix. Le Monde d'après devra être humaniste, solidaire et écologique. Nous le voulons aussi, à l'instar d'une forêt ou d'un jardin en permaculture, pluriel. Pour le construire ensemble, pour que les nouvelles pousses aient aussi leur place auprès des gros chênes, nous vous invitons, chers lecteurs, à vous abonner à la presse libre et indépendante. Et à nous soutenir sur notre plateforme de dons. Sans quoi c'est une partie de la beauté de la diversité et la résistance risquent de disparaître.

Surtout prenez soin de vous et de vos proches.

- Les salariés et sociétaires de La Maison des Possibles -

Parce que nous avons à la fois besoin d'informations et de rêver, pourquoi ne pas profiter de cet exemplaire électronique pour l'offrir et le faire découvrir à vos proches, vos clients, vos fournisseurs ? Un cadeau plein de sens, qui donne à réfléchir sur « Le monde d'après » et qui sera sans doute apprécié en cette période difficile pour chacun. Et qui sait ? eux aussi auront-il peut-être envie de nous soutenir ?

→ Pour s'abonner : www.sans-transition-magazine.info/abonnements

→ Pour faire un don (déductible à 66% des impôts) : www.okpal.com/sans-transition-la-revue-des-citoyen-ne-s-engage

LE JOUR D'APRÈS...

Les 150 citoyens tirés au sort de la Convention citoyenne pour le climat ont transmis, début avril, 50 premières propositions au gouvernement afin de préparer l'après-coronavirus. L'un des points clés abordés : « *La sortie de crise qui s'organise sous l'impulsion des pouvoirs publics ne doit pas être réalisée au détriment du climat, de l'humain et de la biodiversité* ». Pour ces citoyens engagés, « *la stratégie de sortie de crise devra porter l'espoir d'un nouveau modèle de société. Un modèle économique et sociétal différent, plus humain et plus résilient face aux futures crises* ». Pour atteindre cet objectif, trois axes sont proposés : réduire la dépendance de la France aux importations, favoriser l'emploi en France et réduire les émissions de gaz à effet de serre. Autrement dit, une Transition sanitaire, mais également écologique, sociale et économique. Comme le souligne Cyril Dion, l'un des instigateurs de la Convention, « *cette crise historique montre la fragilité de nos sociétés liée à la spécialisation de notre économie et à la mondialisation basées sur le pétrole. Mais également la capacité des humains à coopérer pour faire face à cette crise. Il s'agit désormais d'imaginer des territoires résilients et solidaires, en relocalisant notre alimentation, notre énergie, pour créer de nouveaux emplois locaux, sans pour autant vivre en vase clos !* ». Et si la Transition - la vraie - c'était vraiment pour aujourd'hui, non pour demain ?

Julien Dezécot

LO JORN D'APRÈS...

Los 150 ciutadans tirats al sort de la Convencion ciutadana per lo climat trasmetèron al govèrn, en debuta d'abrial, 50 primièras proposicions per tal de preparar l'après-coronavirus. Un dels punts claus abordats : « *La sortida de crisi que s'organiza jos l'impulsion dels poders publics deu pas èsser realizada al perjudici del climat, de l'uman et de la biodiversitat.* » Per aqueles ciutadans engatjats, « *l'estrategia de sortida de crisi deurà portar l'espèr d'un model de societat novèl. Un model economic e societal diferent, mai uman e mai resilient en fàcia de las crisis futuras* ». Per aténher aquel objectiu, tres aisses son prepausats : redusir la dependéncia de França a las importacions, favorizar l'emplec en França e redusir las emissions de gas a efiech de sèrra. Autrament dich, une Transicion sanitària, mai tanben ecologica, sociala et economica. Coma o joslinha Cyril Dion, un dels instigadors de la Convencion, « *aquele crisa istorica mòstra la fragilitat de nòstras societats ligada a l'especializacion de nòstra economia e a la mondializacion bastidas sul petròli. Mai tanben la capacitat dels umans de cooperar per afrontar aquela crisa. S'agís d'ara en la d'imaginar de territòris resilents et solidaris, en relocalizar nòstra alimentacion, nòstra energia, per crear d'emplecs locals novèls, sens per aquò viure embarrats !* ». E se la Transicion - la vertadièra - èra vertadièrament per uei, e pas per deman ?

Julien Dezécot

Conférences reportées

En raison de la crise sanitaire, l'équipe de *Sans transition !* magazine a eu le regret de reporter le cycle de conférences de Rob Hopkins, fondateur du mouvement mondial des villes en Transition, prévu initialement en avril, à septembre prochain.

Les billets déjà achetés restent valables. Toute personne souhaitant se faire rembourser est invitée à contacter julie@sans-transition-magazine.fr. Plus d'informations à venir. Merci beaucoup pour votre compréhension.

Plus d'infos : sans-transition-magazine.info/conferences

Sans transition ! au quotidien

Notre équipe travaille selon les valeurs de l'Économie sociale et solidaire (ESS) et nous sommes constitués en SCOP. Tout le travail de rédaction de ce magazine a été réalisé sur des ordinateurs qui fonctionnent à l'énergie d'origine 100 % renouvelable fournie par une coopérative engagée. Notre complémentaire santé et notre assurance sont des mutuelles; nos banques sont coopératives. Nous travaillons sur les territoires : nous avons une équipe de rédacteurs locaux et des partenariats avec les médias locaux (radios et TV) sur chaque territoire. Bref, nous avons une démarche RSE exigeante.

Enfin, *Sans Transition !* ne répond à aucun autre courant que celui de l'indépendance de la presse et de la liberté de penser. Notre rédaction n'est soumise à aucune pression politique ou économique extérieure. Et nous sommes membres de la Coordination permanente des médias libres. En tant que journalistes, nous essayons - autant que possible - de faire se rencontrer et se confronter les idées, plutôt que de les affirmer. À chacun d'y voir sa vérité.

Bonne lecture !

AVIS

À NOS FUTURS DIFFUSEURS

Vous tenez un **MAGASIN BIO** ou une épicerie de **PRODUITS LOCAUX**, une **LIBRAIRIE**, une **RECYCLERIE**, un magasin de **SOIN/BIEN-ÊTRE** ou vous êtes engagés dans les **MONNAIES LOCALES COMPLÉMENTAIRES** ?



Pourquoi ne pas diffuser
Sans transition!
OCCITANIE

Nous avons besoin de toutes les bonnes volontés pour participer à la **DIFFUSION** des innovations en faveur de la **TRANSITION** en Occitanie.

Pour plus d'infos merci de nous contacter !
→ occitanie@sans-transition-magazine.info

On compte
sur VOUS !

SOMMAIRE



14

ÉCHOS D'ICI ET D'AILLEURS 6

VIE DU RÉSEAU 13

PYRÉNÉES-ORIENTALES
Quand les éleveurs
défrichent 14

PAROLES CITOYENNES 22



30



50

ESS ET SOLIDARITÉ
Des masques A'tipik
contre le Covid-19 30COLLAPSOLOGIE
S'effondrer
pour renaître ? 38ALAIN CAILLÉ
Pour un monde
convivialiste ! 50

56



66

VIEILLIR ÉCOLO
Les anciens virent au vert 56PAIN ET BLÉ
L'artisan boulanger,
en voie d'extinction ? 66

Art et culture 80

ÉCHOS D'ICI ET D'AILLEURS

MONTPELLIER : DES DRIVES FERMIERS POUR PALLIER LES MARCHÉS

Dès le début du confinement, le collectif InPact et le réseau BoCal, en partenariat avec la Draff, la Ville et la préfecture, ont mis en place des drives fermiers. Deux sites internet de pré-vente sont mis à disposition pour que les agriculteurs puissent vendre leurs produits frais et locaux auprès des consommateurs. « *Au début il n'y avait que quelques commandes et en peu de temps on s'est fait exploser* », raconte Raphaël Lebeau, directeur de Civam Occitanie. Un nouveau moyen de distribution pour les producteurs, une nouvelle forme d'achats de produits frais pour les consommateurs, l'idée doit germer !

Plus d'infos : solalim.civam-occitanie.fr
bocal.montpellier3m.fr

POUR UN REVENU DE BASE

Le 12 avril, dans une tribune publiée dans le Journal du Dimanche, dix-neuf présidents socialistes de départements montent au créneau : ils appellent à la généralisation du « *revenu de base* » pour faire face aux difficultés liées à l'épidémie de coronavirus et lutter contre la pauvreté. « *La priorité est d'assurer à tous ceux qui en ont besoin, un soutien monétaire et un accompagnement social pour faire face à cette crise inédite.* » Parmi ces présidents, 7 sont des élus de la région Occitanie.

Plus d'infos : lire notre dossier sur le revenu de base dans *Sans transition ! N°22* et sur www.sans-transition-magazine.info

LA PRÉFECTURE 31 COORDONNE L'AIDE ALIMENTAIRE

Comme dans chaque territoire, le confinement a fait apparaître des difficultés de distribution des

aides alimentaires en Haute-Garonne : manque de bénévoles, fermetures de points de distribution, acheminement des denrées... Mi-mars, le préfet a désigné des référents afin d'organiser les actions humanitaires : récupération de provisions vers des lieux de stockage, réouverture des points de distribution... puis distribution de chèques services pour les achats alimentaires et d'hygiène jusqu'au 31 mai. La priorité étant d'apporter une aide à tous ceux dans le besoin sans être dans une logique restrictive. De son côté, le département octroie une aide aux parents de collégiens qui bénéficient de la gratuité de tout ou partie de la cantine scolaire, soit plus de 20000 bénéficiaires. Ce dispositif s'étend aux familles, personnes isolées, étudiants en situation de précarité sur conditions de ressources pour un montant de 150€/mois.

STARTUPS TOULOUSAINES ET SOLIDARITÉ

Quinze startups de la ville Rose se sont mobilisées et offrent leurs services aux professionnels comme aux particuliers durant le confinement. Ces jeunes pépites mettent gratuitement à disposition leurs compétences et leurs innovations au service du plus grand nombre : télésurveillance pour les seniors via des applications, mise en ligne de contenus pédagogiques pour faciliter la scolarité à domicile, plateformes pour simplifier les téléconférences et bien sûr des logiciels à destination des personnels soignants.

DES PISTES CYCLABLES PROVISOIRES

L'idée originale, et pour l'instant unique en France, a été proposée au maire de Montpellier par l'association Vélodouce, très impliquée dans la mobilité urbaine douce sur la métropole : créer « *prochainement* » des aménagements cyclables provisoires pour faciliter l'accès aux centres hospitaliers et aux CHU. Une

initiative surtout destinée aux personnels des hôpitaux et cliniques. En parallèle, l'association incite les particuliers qui ne se servent pas de leur vélo à le prêter au personnel soignant. Excellent ! Mais que deviendront ces pistes une fois le déconfinement acté ?
Plus d'infos : www.velocite-montpellier.fr



© Pixabay

230 TABLETTES OFFERTES AU CHU DE TOULOUSE

Le CHU toulousain a reçu un don de 230 tablettes. Elles ont été distribuées dans les différents services hospitaliers afin que les patients isolés puissent garder le contact avec leur famille. Un don précieux pour l'établissement qui souhaiterait l'étendre dans les services de maternité, où actuellement le père de famille ne peut assister à la naissance de son enfant, tout comme dans les Ehpad fermés au public jusqu'à nouvel ordre. En parallèle, notons quand même que plus de 200 000 euros de dons ont été offerts au CHU. Autant de gestes qui, nous l'espérons, pourrons sauver des vies !

S'ORGANISER POUR LIVRER LES SUPERMARCHÉS

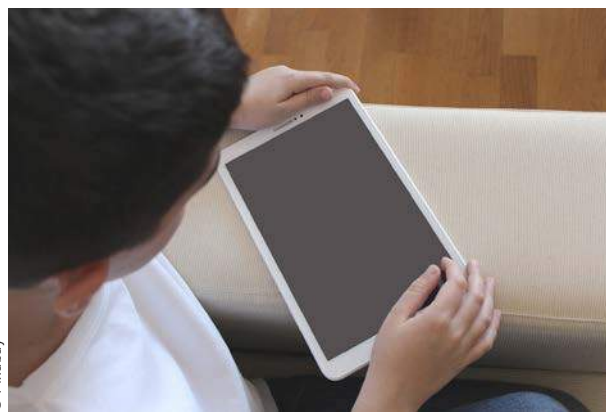
Une fois n'est pas coutume, nous félicitons la FDSEA ! Le grand marché du MIN (marché d'intérêt national) de Toulouse Occitanie et une grande partie des marchés de plein air de la région ayant cessé leur activité, le département 31, à l'initiative du syndicat agricole FDSEA et de la chambre d'agriculture, organise un rendez-vous deux fois par semaine entre producteurs agricoles et acheteurs. Tous se retrouvent

sur une exploitation agricole à Montbeton. Des supérettes, épicerie, supermarchés et restaurants en livraison s'approvisionnent ainsi en circuit court et comblent les pénuries auxquelles ils faisaient face. Bin voilà !

DES TABLETTES POUR LES COLLÉGIENS EN REP

Le département 31 a prêté 120 tablettes aux cinq collèges des Réseaux d'Éducation Prioritaire (REP) pour assurer la continuité pédagogique auprès des familles non équipées. En effet, depuis le confinement, la scolarité se poursuit à domicile et engendre des inégalités dues notamment à la fracture numérique. Les collégiens peuvent conserver leur tablette jusqu'à la reprise des cours.

Plus d'infos : www.haute-garonne.fr



© Pixabay

L'ADEME RENFORCE SON SOUTIEN AUX ENTREPRISES

Face à cette crise sanitaire et économique, l'Ademe propose une avance de 20% de leurs subventions aux entreprises et associations pour répondre à leurs besoins de trésorerie pour investir dans la transition écologique. Des dispositions spécifiques sont aussi mises en place pour les entreprises lauréates du Programme d'investissements d'avenir. Plusieurs appels à projets de soutien aux démarches de transition écologique restent ouverts avec une prolongation des dates de dépôt pour certains. Une occasion ?

Plus d'infos : www.occitanie.ademe.fr

TOULOUSE : L'ÉPICERIE SURVIT GRÂCE À LA LIVRAISON À VÉLO

L'épicerie Les Tarées du Vrac, dont le leitmotiv est le zéro déchet, a ouvert ses portes le 20 mars, soit trois jours après l'annonce du confinement. Les premiers jours se sont révélés très complexes pour les deux Toulousaines qui n'ont pas manqué d'ingéniosité. Et il leur en a fallu ! La boutique à peine ouverte dans ce contexte de crise sanitaire, il fallait aussi créer le site internet pour la vente en ligne. Il ne leur manquait plus qu'une nouvelle activité : la livraison. Alors Les Tarées du Vrac se sont retroussées les manches ou plutôt ont enfilé le maillot jaune pour assurer la livraison à domicile elles-mêmes. Avec de telles performances, la boutique a de beaux jours devant elle.

Plus d'infos : lestareesduvrac.ecommerce-solidaire.fr

DES ENZYMES MANGENT LES BOUTEILLES PLASTIQUES

Une start-up française est parvenue à améliorer une molécule trouvée dans une bactérie du compost végétal pour digérer le polytéréphtalate d'éthylène (PET) et permettre son recyclage. En 2019, Carbios réalisait déjà une première mondiale dans le domaine du recyclage des matières plastiques ouvrant la voie à une économie circulaire se passant de pétrochimie. Un enjeu de taille puisqu'il s'agit d'un des plastiques les plus produits au monde avec environ 70 millions de tonnes annuelles pour 500 milliards de bouteilles. Début avril, l'équipe scientifique de l'entreprise, associée à l'Insa de Toulouse et au Toulouse Biotechnology Institute, en a dévoilé les secrets dans la revue *Nature*.



© Pixabay

L'AIR SE PURIFIE GRÂCE AU CONFINEMENT

Les mesures enregistrées par les associations agréées de surveillance de la qualité de l'air depuis le début du confinement révèlent que le Covid-19 a un impact positif sur la qualité de l'air. La pollution liée au trafic routier a nettement diminué. En Occitanie, la pollution au dioxyde d'azote a baissé de près de 60 % ! En revanche, l'absence de vent et l'ensoleillement ont eu pour conséquence la formation de particules fines issues de sources agricoles et du chauffage au bois. La pollution à l'azote n'a pas non plus évolué.

Enfin, n'oublions pas qu'une exposition chronique à la pollution de l'air est un facteur aggravant pendant la pandémie du coronavirus. Pensez à aérer vos pièces 10 min par jour au minimum.

Plus d'infos : www.atmo-occitanie.org



© Pixabay

LA RÉGION AU SECOURS DES ASSOCIATIONS CULTURELLES

La région a créé le fonds Solutions associations Occitanie, représentant 35 M€ dont 5 sont destinés à soutenir les associations événementielles affectées par les obligations de confinement. Elles bénéficient du paiement de la totalité des subventions votées, pourvu que leurs dépenses soient au moins égales au montant de la subvention régionale, sur la base d'une attestation sur l'honneur et de contrôles a posteriori. D'autres dispositifs de soutien sont mis en place.

AU SECOURS DE L'AIDE HUMANITAIRE

Les associations humanitaires Croix rouge et Secours populaire lancent un appel aux dons. Le confinement les oblige à une réorganisation. Elles manquent cruellement de bénévoles, de nourriture, de produits hygiéniques... Dans certains départements, l'accueil au public est fermé et les colis doivent être livrés. Les bénévoles sont souvent accompagnés de médecins pour informer les populations précaires des dangers du coronavirus et s'assurer des mesures de sécurité des « livreurs ». Une fois de plus, les personnes en situation de précarité sont les plus à même de subir de plein fouet la crise sanitaire. Alors à vos dons !
Plus d'infos : www.croix-rouge.fr et www.secourspopulaire.fr

LES ANIMAUX TRINQUENT ENCORE (PLUS !) EN TEMPS DE CRISE

« En pleine crise du Covid-19, les longs transports d'animaux vivants devraient être interdits », clame l'association L214. Pour illustrer ses propos, en partenariat avec Eyes on Animals, l'association dévoile les images insupportables d'une enquête sur le long transport des veaux nourrissons. Ces transports « sont non essentiels et représentent des risques inutiles pour la santé publique », explique encore L214 qui a déposé plainte auprès de la Commission européenne contre les états français, irlandais et néerlandais pour violation du règlement 1/2005 relatif à la protection des animaux pendant le transport. 36 autres ONG internationales ont écrit à la Commission européenne pour exiger l'interdiction immédiate des transports de plus de 8 h ; des transports maritimes et les exportations vers les pays tiers.

Plus d'infos sur : www.l214.com



© L214

CONFINEMENT : LA SOLIDARITÉ S'ORGANISE

En France, nombre de personnes vivent seules ou sont âgées, en situation de précarité, de handicap... Elles sont isolées et livrées à leur sort durant le confinement. Certains ont pris le sujet à bras le corps et les initiatives se multiplient sur les réseaux sociaux pour les aider. Qu'il s'agisse de pages Facebook, de comptes Nextdoor, AlloVoisins ou autres pages sur la toile, la solidarité s'organise dans le pays. Par ville, quartier, par rue, un même mot d'ordre : soutenir les plus fragiles ! Soutenir par le réconfort, la livraison de denrées alimentaires, la promenade du chien, le prêt d'un bout de terrain pour cultiver son potager... Chacun mène sa pierre à l'édifice. Cette guerre à l'ennemi invisible rassemblerait-elle les Français ? Peut-on espérer un rapprochement durable entre les gens et une réflexion commune sur l'entraide après cette catastrophe sanitaire ? On continue d'espérer.
Pour rejoindre le groupe d'entraide le plus proche de chez vous : www.facebook.com/covidentraidefr

UN PREMIER CLUB DE FOOTBALL FRANÇAIS VERTUEUX

Pour la première fois dans le monde du football français, un club vise la neutralité carbone d'ici 2050. Ainsi, les footballeurs lillois du Lesc se sont engagés à réduire leur empreinte carbone en ralliant la Neutralité climatique. Un organe international porté par l'ONU Changements climatiques lancé en 2015 afin d'encourager tous les citoyens à s'engager pour le climat. Bonne initiative mais 2050, n'est-ce pas trop tard ?

ASSURER NOTRE ALIMENTATION DE DEMAIN

En cette période de pandémie, plusieurs appels sont lancés pour gérer l'urgence alimentaire, notamment en produits frais. Un grand nombre de fermes peuvent poursuivre leur production mais manquent désespérément de main-d'œuvre. Si le mot de pénurie n'est pas à l'ordre du jour, il faut s'assurer qu'il ne le soit pas demain. Il manque 200 000 personnes dans les champs ! Les fermes dans le besoin et les volontaires – à défaut des enseignants (sic !), peuvent se faire

connaître sur le site desbraspourtonassiette.wizi.farm. Certaines fermes ont aussi repensé leurs circuits de distribution et déposent les commandes des clients dans les commerces et points de vente locaux. Retrouvez la liste sur facebook.com/Fermesdavenir. Par ailleurs, la confédération paysanne invite les agriculteurs qui le peuvent à joindre à leurs ventes les plants et semences des horticulteurs aussi touchés par la crise sanitaire.



© Pixabay

MUNICIPALES : LE PACTE POUR LA TRANSITION SORT SON ÉPINGLE DU JEU

Le Pacte pour la Transition, dont le leitmotiv est de favoriser et d'organiser la participation citoyenne pour engager le changement dans les communes, enregistre une belle envolée. 128 listes signataires ont été élues au premier tour et 635 sont encore en lice pour le second. Rappelons que la décision concernant la date du second tour des élections municipales ne sera connue que le 23 mai.

Plus d'infos : transition-citoyenne.org

LE CONFINEMENT INTENSIFIE LES VIOLENCES FAMILIALES

La secrétaire d'État à l'égalité des femmes - hommes, Marlène Schiappa, a dénoncé une augmentation de + 30 % des violences conjugales durant la 1^{re} semaine de confinement. Pour secourir ces victimes, des points d'accompagnement éphémères ont été mis en place dans les centres commerciaux. Les signalements peuvent aussi se faire en pharmacie ainsi que sur la plate-forme numérique arretonslesviolences.gouv. En outre, un nouveau service d'aide aux personnes

battues vient de voir le jour. Le 114 par SMS, un numéro réservé aux personnes ne pouvant pas appeler en présence de leur bourreau.

Autres contacts : le 3919 et le 119 pour les enfants en danger.

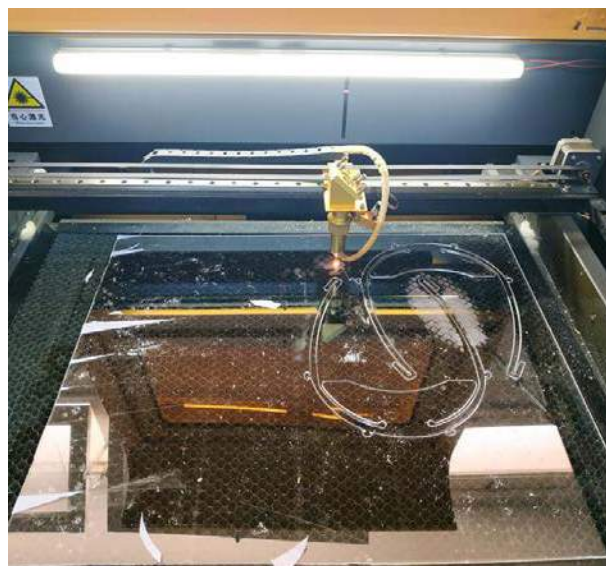


© Pixabay

LA 3D AU SECOURS DES SOIGNANTS

Alors que l'approvisionnement s'organise, des soignants peinent encore à trouver des masques pour se protéger du Covid-19. Face à cette monstrueuse carence et à l'initiative d'ingénieurs et d'auto-entrepreneurs, un groupe s'est créé : Les Makers 3D. Ils fabriquent des visières avec leur imprimante 3D sur chaque territoire. Certains planchent aussi sur les respirateurs à destination des hôpitaux.

Pour trouver le Maker 3D de votre département : https://planetemaker3d.fr/makers_contre_covid_19.html



© Maker3D

CLIMAT : MARS 2020 PARMIS LES MOIS LES PLUS CHAUDS JAMAIS ENREGISTRÉS

Dans le monde les températures de mars 2020 ont égalé celles de 2017 et 2019. Et figurent parmi les mois de mars les plus chauds jamais enregistrés après le record de mars 2016, informe le service européen Copernicus sur le changement climatique. En Europe, les températures étaient proches des moyennes enregistrées entre 1981 et 2010 dans l'ouest, et bien supérieures autour de la mer Baltique et à l'Est.

Plus d'infos : climate.copernicus.eu

ILS NE LÂCHENT PAS LEURS DIVIDENDES !

En ces temps de vaches maigres, Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, a appelé à la modération des versements de dividendes pendant la crise sanitaire pour les entreprises qui bénéficient des aides publiques telles que le chômage partiel. Quant à celles qui jouissent des reports de charges ou de prêts garantis par l'État, le versement des dividendes est tout bonnement assorti d'une sanction. Ainsi, Airbus suspend ses versements pour un montant de 1,4 milliards et Safran pour 1 milliard. Idem pour BNP Paribas et ses 3,9 milliards ou les groupes Auchan Holding, Autogrill... En revanche, plusieurs ont refusé de renoncer aux versements comme Publicis. Ou Total (encore eux !) qui a distribué 1,8 milliard de dividendes le 1^{er} avril à ses actionnaires, selon le site *Les Jours*. Face à cette réalité, syndicats et ONG portent des actions en justice pour contraindre le gouvernement à légiférer. Affaire à suivre.

DES DÉPUTÉS DE TOUS BORDS LANCENT UNE CONSULTATION POUR L'APRÈS-CRISE

Un appel est lancé aux citoyens par des députés de tous horizons. Une consultation en ligne pour que « chacun puisse s'exprimer sur les priorités de l'après Covid-19 à voter au Parlement », explique Barbara Pompili, députée LREM de la Somme et présidente de la commission du développement durable à l'Assemblée nationale. Le site *Le jour d'après*, permet d'aborder 11 thèmes dont santé, travail, consommation et sobriété, solidarités, éducation, territoires... S'y

côtoient ONG et multinationales. Intéressant !
Plus d'infos : lejourdapres.parlement-ouvert.fr

ÉCOLE À LA MAISON : PLUS DE 800 000 ÉLÈVES EN DÉCROCHAGE

Le ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer, a estimé qu'entre « 5 % et 8 % des élèves », soit plus de 800 000, étaient en décrochage scolaire mettant en avant la « fracture numérique ». Il y aurait ainsi entre 5 et 18 millions de Français éloignés, voire exclus, du numérique. C'est bien sûr dans les quartiers populaires que les inégalités sociales, éducatives et numériques, sont les plus préoccupantes. Et le confinement amplifie les difficultés : perte de revenu, accès difficile à l'aide alimentaire, au soin, à l'aide sociale... Face à cette situation, de nombreuses associations (Emmaüs Connect, le Collectif Mentorat, Break Poverty Foundation...) et entreprises ont lancé des appels aux dons de matériel informatique. Espérons que « l'accompagnement humain individuel que ces organisations vont apporter pour créer du lien et aider chaque jeune bénéficiaire à s'approprier ces outils » sera suffisant. On les soutient !

Plus d'infos : [#ConnectiondUrgence](https://twitter.com/ConnectiondUrgence)



© Pixabay

COVID-19 ET BIODIVERSITÉ

Une nouvelle étude, sortie mi-avril, pointe la responsabilité de l'activité humaine et de la destruction de la biodiversité dans l'apparition de nouveaux virus venus du monde animal, tel le coronavirus à l'origine de l'épidémie de Covid-19. Les chercheurs de l'école vétérinaire de l'Université de Californie ont étudié 142 cas de « zoonoses » virales (maladies transmises de l'animal à l'humain) répertoriées dans des études depuis 2013, qu'ils ont ensuite croisées avec les listes de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), qui classe notamment les espèces en danger. Résultat : parmi les espèces sauvages menacées, « celles dont les populations sont en baisse en raison de l'exploitation et de la perte d'habitat partagent plus de virus avec les humains », notent les chercheurs dans le magazine *Proceedings of the Royal society* (sciences biologiques). Ils poursuivent à l'AFP : « Nos données illustrent la manière dont l'exploitation de la faune sauvage et la destruction de l'habitat naturel sous-tendent les transferts de maladies, nous confrontant au risque de maladies infectieuses émergentes ». Selon les experts biodiversité de l'ONU (IPBES), un million d'espèces animales et végétales sont en danger de disparition en raison de l'activité humaine. Un beau potentiel pour les virus !



© Pixabay

L'UE CHOISIT LA FINANCE POUR SAUVER LE CLIMAT !

Le plus grand gestionnaire d'actifs au monde, directement impliqué dans le financement des énergies fossiles, a été sélectionné par la Commission européenne pour réaliser une étude portant sur les

moyens d'intégrer les enjeux climatiques dans la supervision des banques. Magnifique ! BlackRock, c'est son nom, est une multinationale américaine spécialisée dans la gestion d'actifs. Elle s'est faite connaître du grand public lors de la réforme des retraites. À lui seul, ce monstre de l'investissement administre plus de 7 000 milliards de dollars d'actifs, soit deux fois et demi le PIB de la France. Et cerise sur le gâteau : *The Guardian* révèle, en plus de cette compromission, des conflits d'intérêts avec l'Europe. On est dans de beaux draps !



© Pixabay

LA CRISE DU CORONAVIRUS GÈNÈRE UN PRÉOCCUPANT DÉFICIT DE L'ASSURANCE-CHÔMAGE

Explosion des charges, baisse des cotisations, recourt au chômage partiel pour 10 millions de salariés... L'assurance-chômage est en train de subir un choc financier d'une violence sans précédent, à cause de la crise liée à l'épidémie de Covid-19. Surveillés quasi en temps réel, ses comptes se dégradent à une vitesse spectaculaire. Selon le journal *Le Monde*, plusieurs administrateurs de Pôle Emploi évoquent un montant compris entre 50 et 60 milliards d'euros de déficit en fin d'année. Une situation préoccupante, qui pourrait se traduire par des difficultés pour faire face aux besoins de trésorerie. Flippant !

VIE DU RÉSEAU

Page rédigée par le service partenariats
de Sans Transition !

COVENTIS REPORTÉ

La Région Occitanie et la Cress Occitanie ont dû reporter le Salon des Affaires et Achats Socialement Responsables Coventis, initialement prévu le 14 mai, au jeudi 24 septembre 2020, toujours au Centre de Congrès Diagora à Labège, à proximité de Toulouse. Il permettra aux acheteurs publics et privés d'être en contact direct avec des fournisseurs et prestataires de l'Économie Sociale et Solidaire du territoire.

Plus d'infos : www.coventis.org

TERRITOIRES À MISSION

L'agence Primum Non Nocere, basée à Béziers, accompagne depuis une dizaine d'années des établissements de santé, établissements scolaires, organisations culturelles, hôtelières et collectivités dans leur stratégie RSE et la santé environnementale. Devenue entreprise à mission, elle œuvre désormais à développer des dynamiques régionales pour fédérer des «territoires à mission», permettant ainsi de mutualiser les bonnes pratiques et donner envie d'agir à tous.

Plus d'infos : primum-non-nocere.fr

CAMPUS RESPONSABLE

Le Campus IGS Toulouse, regroupant 5 écoles d'enseignement supérieur, s'inscrit désormais dans une démarche éco-responsable : personnels administratifs, encadrants pédagogiques et étudiants se mobilisent. Les bonnes pratiques environnementales deviennent un devoir ! Eco-gestes, conférences ou rencontres d'experts autour du développement durable, permettront de former les générations futures engagées sur des objectifs environnementaux.

LA MAIF ASSURE

Face à une baisse de 80% des accidents de la route, en lien avec le confinement, la MAIF rend 100

millions d'euros à ses assurés, qui pourront conserver les sommes redistribuées ou les reverser sous forme de don via une plate-forme dédiée pour soutenir des hôpitaux, la recherche ou la solidarité.

Plus d'infos : maif.fr

LES ASSOCIATIONS DUREMENT TOUCHÉES

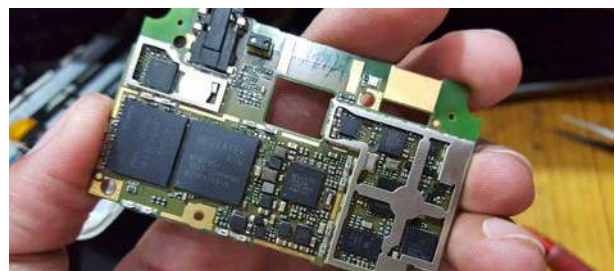
Lourdes conséquences de la crise sur les associations. Pour preuve, l'enquête lancée le 20 mars dernier par Le Mouvement associatif, conduite par Recherches et Solidarités, a récolté en 10 jours près de 12 000 réponses. On y apprend que 70% des associations ont dû suspendre leurs activités habituelles (hors cas des associations mobilisées sur les activités de première nécessité) et que plus de 40% d'entre elles indiquent prévoir à 6 mois une perte de revenus d'activité significative et des difficultés de trésorerie. De quoi craindre que certaines structures aient bien du mal à passer le cap...

Plus d'infos : lemouvementassociatif.org

LA RÉPARATION DIY

Spareka, fondée en 2012, permet de réparer soi-même ses appareils en proposant sur son site internet des outils pédagogiques comme des tutoriels, des diagnostics de panne ou encore l'aide à la réparation en visio pour permettre l'auto-réparation. Militante de la première heure contre l'obsolescence programmée, l'entreprise grandit vite car le chantier est gigantesque : plus de 66% des appareils trouvés en déchetterie sont réparables facilement et réutilisables.

Plus d'infos : www.spareka.fr



© Pixabay



En cultivant des céréales pour leurs troupeaux, les éleveurs maîtrisent leur filière du début à la fin.

© Olivier Graves

À Clair, DES ÉLEVEURS CULTIVENT DES FRICHES AGRICOLES

par Marie-Pascale Vincent

À Clair, dans les Pyrénées-Orientales, des éleveurs ovins cultivent en bio des terres jadis laissées à l'état de friches, en zone périurbaine. Ils retissent ainsi le lien ancestral entre plaines et montagnes, et contribuent à l'autonomie fourragère de leurs troupeaux. Une expérience démarrée il y a près de sept ans, qu'il convient aujourd'hui de pérenniser.

Dans les Pyrénées-Orientales, « LES ÉLEVEURS NE S'EN FRICHENT PLUS »

Par Marie-Pascale Vincent

À quelques kilomètres de Perpignan, autour du village de Clairra, une centaine d'hectares de friches agricoles ont retrouvé une vocation économique. Ces terres cultivées par un groupe d'éleveurs ovins installés au pied du Canigou, contribuent à l'autonomie fourragère des troupeaux. Réunis en SARL, La clé des champs fleuris, leur objectif est double : améliorer leur revenu et entretenir le territoire, au profit d'un environnement et d'une agriculture locale durable.



Sur les fermes comme chez Benoît Vincent à Evol, la recherche de l'autonomie fourragère améliore le revenu.

© Marie-Pascale Vincent

À la belle saison, en lieu et place de certaines friches qui ont longtemps prévalu aux abords de Clairra, un village dans la grande banlieue de Perpignan, fleurissent ces dernières années, des champs de sainfoin et autres luzernes. Aux portes

des Pyrénées-Orientales, le long des routes d'accès à la mer, leur culture en agriculture biologique contribue à un environnement de qualité. Ce renouveau qui permet de limiter les nuisances dues aux terres laissées à l'abandon, dont le risque d'incendie, est le fait d'éleveurs

ovins installés sur les contreforts du Canigou. Ces derniers, réunis en SARL, La clé des champs fleuris, comme ils le disent eux-mêmes, « *ne s'en frichent plus !* » « *Nous sommes cinq éleveurs avec des troupeaux de 200 bêtes environ, animés par une même philosophie : maintenir des filières locales et des pratiques à haute valeur environnementale, garantes d'une agriculture durable, détaille Olivier Gravas, éleveur à Sahorre. Nous sommes installés pour la plupart hors cadre familial et nos terres, sur des reliefs escarpés, sont souvent morcelées. Les achats d'alimentation animale coûtent cher et dans nos zones de montagne, il est difficile de récolter du bon foin et même impossible de faire pousser des céréales. Nous sommes confrontés à l'altitude, à la pression foncière sur les rares terres cultivables en fond de vallées. Aussi, quand la mairie de Claira a proposé des terres en friche à la Coopérative catalane des éleveurs dont nous sommes adhérents, nous avons répondu présents.* »

EXEMPLARITÉ À CLAIRA

« *Claira est depuis longtemps un terrain d'expérimentation en matière de biodiversité, retrace Olivier Galaup, technicien aménagement et faune sauvage à la Fédération des chasseurs des Pyrénées orientales. Dès 1990, des habitants, notamment des chasseurs, se sont préoccupés de l'importance des friches. Suite à l'arrache des vignes, ces dernières représentaient alors plus de 30 % des terres agricoles.* »

Plantation de haies, verger conservatoire, sensibilisation dans les écoles, essais de cultures, etc. la Fédération, avec les associations de chasse locales (Acca), a lancé différentes expériences. Elle a toujours bénéficié du soutien des élus qui en 2008, embauchent une chargée



© Marie-Pascalé Vincent

Pour Joël Trézeguet, la Clé des champs vaut aussi pour son aspect collectif et convivial.

de mission pour élargir cette dynamique, trouver des propriétaires prêts à mettre à disposition des friches et leur redonner une vocation économique.

La collaboration avec les éleveurs démarre en 2013. La première année, la mairie finance les achats de semences et la Fédération de chasse, partenaire, leur demande que 10 % des surfaces ne soient pas cultivées, mais laissées à « *la nature ordinaire* », comme l'appelle Olivier Galaup.

TROPHÉE DE L'AGROÉCOLOGIE

Aujourd'hui, La clé des champs fleuris a remis en culture 100 ha de friches à Claira, mais aussi à Saint-Laurent-de-la-Salanque, Torrelles et Saint-Hippolyte. Une coopération d'utilisation de matériel agricole (Cuma) a permis d'acheter du matériel en commun, tracteurs, etc. Et la SARL qui a obtenu le label GIEE (Groupement d'intérêt économique et écologique) autour de son projet Fricato (Friches reconverties pour l'alimentation destinée à l'autonomie), contribue à un nouvel équilibre entre plaine et montagne. « *Deux territoires jadis complémentaires où il était devenu impossible de faire*



Les remises en culture à proximité du moulin de Clair font reculer les nuisances liées aux friches.

© Olivier Gravas

pâture les troupeaux ovins l'hiver, en raison de l'urbanisation », détaille Michel Cabanat, éleveur à La Bastide.

« Cette démarche est innovante, insiste Anne Rouquette, technicienne à la chambre d'agriculture qui a accompagné le projet. La recherche d'une autonomie fourragère, pour diminuer ses charges et améliorer son revenu, reste classique. Mais il est peu courant de cultiver céréales et fourrages sous nos latitudes. Et l'originalité du projet réside dans

« Cette démarche est innovante. Il est peu courant de cultiver céréales et fourrages sous nos latitudes. »,

Anne Rouquette,
technicienne à la chambre d'agriculture

son aspect collectif. Cochant toutes les cases de la protection de la biodiversité, il a d'ailleurs reçu le trophée de l'agro-écologie 2017 et suscité l'intérêt des chercheurs, dont l'Inra. Ces éleveurs se sont lancés dans l'aventure, sans garantie. Aujourd'hui, il faut les aider à pérenniser un projet qui fait l'unanimité. »

PÉRENNISER L'EXPÉRIENCE

Sur les exploitations, les cultures mises en place par La clé des champs fleuris ont des retombées. Chez Olivier Gravas, les céréales et le foin bio achetés à prix coûtant à la SARL, lui ont permis de passer son exploitation en agriculture biologique. Ou encore à Evol, où Benoit Vincent complète désormais l'alimentation de ses brebis avec des céréales pendant l'agnelage, ce qui joue

en faveur du poids des agneaux. Autour des fermes, les prairies de fauche ont été converties en pâturages et à Clairra, les éleveurs ont appris à cultiver la terre, un autre métier. Ce projet qui leur permet de sortir de leurs exploitations, « *vaut aussi pour la convivialité* », rajoute Joël Trézeguet, éleveur à Olette. Y compris avec les propriétaires fonciers, plus d'une soixantaine au total. « *Ces derniers peuvent engager leurs terres pour un an tacitement renouvelable ou pour un bail de cinq ans*, détaille Olivier Gravas. *Et chaque année, un repas réunit élus, propriétaires, éleveurs ainsi que les partenaires. Mais cette démarche a aussi ses difficultés.* »

La distance entre les fermes et les cultures, les aléas des récoltes, un manque de garantie sur le foncier ou encore la charge de travail, fragilisent l'expérience. Plusieurs solutions sont envisagées comme installer un agriculteur sur place pour faire le relais ou trouver de nouveaux associés. Selon Olivier Gravas, l'embauche d'un salarié constitue aussi une piste. « *À condition d'avoir le financement. Si la SARL bénéficie de certaines aides de la Politique agricole commune (Pac), elle n'émerge pas aux mesures agri-environnementales, parce qu'elle est atypique.* » « *Et pourtant, la convention que les éleveurs ont passée avec la fédération de chasse, entraîne des contraintes et une perte de rendement au bénéfice de la biodiversité* », rajoute Olivier Galaup pour qui la fusion de l'Agence française de la biodiversité avec la Fédération des chasseurs pourrait ouvrir de nouvelles perspectives en matière de financement.

ENTREtenir LES FRICHES, UNE OBLIGATION

Saint-Laurent de Salanque a été conquis par l'expérience menée à Clairra. Depuis



© Marie-Pascale Vincent

2017, 4,5 ha ont été mis à disposition des éleveurs. Et 10 ha supplémentaires sont envisagés. « *La mairie leur a confié une réserve foncière constituée à l'entrée de la ville, explique Marie-Claude Alba, adjointe. Ici, des terres agricoles sont laissées en friche suite au recul de la vigne et de l'arboriculture. Il est vain d'espérer qu'elles deviennent constructibles. Elles sont classées en zone inondable et la politique d'urbanisation est à la valorisation de l'existant, pas à l'extension.* »

Pour la commune, dotée d'un Agenda 21, l'entretien des friches est obligatoire. « *Ce projet diminue les frais et joint l'utile à l'agréable*, détaille Tristan Fajula, chargé de mission. *Outre les risques d'incendie, les friches comptent des plantes allergènes, une petite faune indésirable et favorisent les décharges sauvages.* » « *Ce projet fait aussi reculer les nuisances et le choix de l'agriculture biologique est un atout pour les riverains* », conclut Marie-Claude Alba. Un vrai projet de territoire.

Michel Cabanat et Olivier Gravas, comme les autres, partagent une même philosophie, celle d'une agriculture locale et durable.

+ D'INFOS

Projet Fricato sur www.idele.fr



©DR

« En Occitanie, plusieurs projets recréent le lien entre élevage et culture »

Propos recueillis par Elodie Crézé

Martine Napoléone est ingénieure et zootechnicienne à l'Inra¹. Elle a suivi le projet Fricato, en Pyrénées-Orientales, qui a vocation à recréer une complémentarité entre éleveurs ovins et culture destinée au fourrage. Pour elle, le projet présente un double avantage : valoriser les friches périurbaines et améliorer l'autonomie fourragère des éleveurs.

Dans quel contexte s'est inscrite la nécessité de recréer une relation entre culture et élevage ?

D'une part depuis l'augmentation du prix des céréales et du fourrage en 2008, celle de l'autonomie fourragère est devenue un enjeu fort pour les éleveurs de piémont et de montagne qui ne disposent pas toujours de leurs surfaces fourragères. D'autre part, dans un contexte de remise en question des pratiques agricoles intensives et de l'utilisation massive d'engrais ou de désherbants, couplée avec l'injonction de se tourner vers l'agro-écologie. En zone méditerranéenne, comme ailleurs depuis les années 60-80, il y a eu une perte d'agriculture diversifiée : en plaine, le territoire s'est massivement spécialisé dans la viticulture, en piémont, les cultures de céréales ont quasiment disparu. Les connexions entre l'arrière-pays (dédié au pastoralisme) et le littoral, ainsi que les relations entre élevage et culture se sont raréfiées.

1. Département Terra - UMR Selmet (Système d'élevages méditerranéens et tropicaux)
2. Aujourd'hui, le projet est rendu à un tournant. La question est de parvenir à le pérenniser. (Lire article p16).

Quelle est la genèse de Fricato que vous avez suivie ?

À Clairà, dès 2008, la commune a identifié que 40% de ses territoires cultivables étaient des friches. Une animatrice foncière a réuni 33 hectares

de friches littorales (47 parcelles) atomisées entre des zones périurbaines, voire parfois intra urbaines. En 2013, ces 33 ha ont été proposés à 7 éleveurs qui se sont engagés à les remettre en culture, en agriculture bio, en favorisant la production de fourrage de légumineuses. En 2017, 99 hectares répartis en 160 parcelles avaient été remis en culture, et l'autonomie alimentaire (fourrages et céréales) atteinte à 100%.²

Y-a-t-il d'autres projets sur le territoire qui associent élevage et cultures ?

Il y a plusieurs projets, pas toujours sur le même modèle, mais qui ont bien vocation à maintenir ou recréer cette relation. Par exemple dans le Minervois, un céréaliculteur a monté une coopérative avec d'autres céréaliculteurs, qui coopère avec les éleveurs dans le Sud et l'Ouest du Massif central. Il y a aussi beaucoup d'initiatives dans la région entre les éleveurs ovins et des domaines viticoles qui souhaitent se convertir en agriculture bio : ces derniers demandent aux éleveurs de faire pâturer leurs bêtes sur leurs vignes en hiver.

+ D'INFOS

www.idele.fr

ÉCOUTER LA VIE DU BON CÔTÉ



FM



MOBILE



INTERNET



PODCAST

rcf.fr



LA JOIE SE PARTAGE

RETROUVONS-NOUS

MONTPELLIER / 98.3 BÉDARIEUX / 94.3

BÉZIERS / 98.5 GANGES / 90.4 LODÈVE / 96.3 SÈTE / 98.5 ST-PONS / 92.2

Sans transition !

La revue engagée du local au global

UN MAG AVEC
VOS INFOS
LOCALES

VOTRE MAGAZINE INDÉPENDANT

PARCE QU'UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE !



ABONNEZ-VOUS !
RDV P 82

4 territoires

BRETAGNE, PROVENCE
OCCITANIE et
AUVERGNE RHÔNE-ALPES



Magazine reconnu d'Information
Politique et Générale



www.sans-transition-magazine.info

Ici, on vous donne la parole. Citoyen, association, collectif, n'hésitez pas à participer à cette rubrique d'expression en envoyant vos articles à paroles-citoyennes@sans-transition-magazine.info

LA TERRE BRÛLE et la région finance un port pétrolier géant ! PORT-LA-NOUVELLE : un mirage pour l'emploi et un carnage pour le climat !

Par Extinction Rebellion Montpellier et ANV COP 21 Montpellier

Nous, Groupes d'Extinction Rebellion et ANV-Cop 21 de la région Occitanie, sommes intervenus durant l'assemblée plénière de la région début mars afin de demander aux élus d'abandonner un projet incohérent, écocide et climaticide. La région soutient l'extension titanesque du port pétrolier à Port-la-Nouvelle alors qu'elle clame ses intentions écologiques. Notre action de prise de parole a été brutalement écourtée. Nous avons été reconduits avec force (bousculés, ceinturés, un militant poussé au sol ...) par les services d'ordre et le personnel du cabinet de la région. Voici le texte déclamé par les activistes durant la plénière :

« Au secours ! Face à l'urgence climatique, nous crions au secours !

Face à l'incohérence de la politique écologique de la région, nous jouons du pipeau !

La terre brûle et la région finance un port pétrolier géant !

La biodiversité s'effondre mais la région

détruit 1 km de plages sauvages sous le béton ! La région communique partout sur la transition écologique mais investit massivement dans ce véritable écocide, ce véritable climaticide !

Nous sommes là pour vous demander de dire la vérité !

Dire la vérité, c'est dire que ce grand port pétrolier est inutile ! [...]

Le grand port de Port-la-Nouvelle est un véritable carnage pour le climat ! [...] »

Nous sommes des citoyen-ne-s conscient-e-s et lucides. Nous sommes non-violent-e-s et utilisons la désobéissance civile comme moyen de faire réagir et agir la société face à l'urgence de la situation climatique et environnementale, aux catastrophes bioclimatiques en cours et à leurs conséquences sur l'ensemble du vivant, espèce humaine comprise. Avec Amour et Rage.

+ D'INFOS

www.facebook.com/xrmtpellier

COVID 19, STOP À LA PULVÉRISATION D'EAU DE JAVEL

Par FNE Midi-Pyrénées

De puis plusieurs jours, à l'instar de certaines municipalités de l'Est de la France, notre région (Montauban, Toulouse...) déploie sans consigne de l'ARS des campagnes de pulvérisation de mélanges à base d'eau de javel dans les rues des villes dans le but de désinfecter le mobilier urbain (bancs, poteaux, arrêts de bus...). Si l'inquiétude des populations et le souhait de limiter au maximum la transmission du virus est bien légitime, recourir à des pulvérisations d'eau de javel (hypochlorite de sodium – NaClO) peut avoir de lourdes conséquences sur la santé, la nature et l'environnement et engage la responsabilité des maires. [...] Pour Thierry de Noblens, Président de FNE-Midi-Pyrénées : « *Il ne faudrait donc pas que le supposé remède soit bien pire que le mal. L'eau de javel est un biocide qui présente des risques pour la*

santé humaine et pour la biodiversité. L'utiliser dans l'espace public sans consigne de l'ARS nous semble dangereux, tant pour la santé humaine que pour la biodiversité et l'intégrité des écosystèmes dont dépend aussi notre santé à toutes et tous.[...] »

FNE Midi-Pyrénées appelle ainsi à suspendre les pulvérisations de mélanges à base d'eau de javel ou d'autres produits chimiques aux effets nocifs (même en quantité diluée) et demande une expertise des organismes compétents (organismes de recherche ; agence de l'eau ; agence régionale de santé) avant toute mesure éventuelle de désinfection de l'espace public.

+ D'INFOS

www.fne-midipyrenees.fr

CONFINÉ-E-S MAIS RÉVOLTÉ-E-S !

Par le DAL Toulouse 31

En période de chômage partiel et d'augmentation du prix des produits alimentaires, un moratoire est nécessaire ! Soyons également solidaires des mal et sans logé-e-s en général ! Des mesures d'urgence sont possibles le temps de l'épidémie :

- La réquisition immédiate pour les sans-abri et les très mal-logés dans les zones tendues, des logements vacants de grands propriétaires, des locations Airbnb &co, des hôtels vacants et des logements sociaux inutilisés ;
- La suspension des loyers et rétablissement renforcé des APL ;

- La suspension des factures impayées d'énergie, d'eau, de téléphone et d'internet pour cause de revenus insuffisants ou en baisse ;
- L'arrêt du harcèlement des sans-abri et des mises à la rue qui continuent : expulsions illicites, occupants sans titre, camping, habitat léger ou mobile...

+ D'INFOS

Signer l'appel sur www.loyersuspendu.org/je-rejoins-les-locataires-solidaires

BASILIC, LE PODCAST consacré à l'environnement & aux initiatives posi-tives !

Par Jeane Clesse, l'animatrice et fondatrice de Basilic

Basilic est un podcast consacré à l'environnement et aux initiatives positives que j'anime depuis 2017. Chaque semaine, je reçois un acteur du changement qui présente son projet. Les thématiques sont variées : zéro déchet, pollution plastique, énergies renouvelables, joaillerie éthique.... J'espère que mes épi-

sodes vous plairont et que vous apprécierez cette découverte. Si c'est le cas, n'hésitez pas à la partager avec vos lecteurs !

+ D'INFOS

www.basilicpodcast.com

POUR UN ZÉRO DÉCHET au McDo

Par le collectif ZeroDechetauMcDo

Le mouvement citoyen ZeroDechetauMcDo [...] publie aujourd'hui ses chiffres sur l'état de la mise en place des poubelles de tri dans les restaurants McDonald's en France conformément au décret « 5 flux » de 2016, ainsi qu'aux engagements pris par le géant américain envers la secrétaire d'État Brune Poirson en juin 2019. Outre le fait de ne toujours pas respecter la loi, il apparaît qu'aucune poubelle de tri ne soit installée en salle dans cinq départements, soit sur 43 restaurants. [...] Selon nos chiffres portant sur les 1488 restaurants McDonald's en France, il ressort que les 43 restaurants situés dans les Alpes-Maritimes, l'Ardèche, la Haute-Marne, en Martinique et en Guyane, ne respectent pas du tout le décret « 5 flux » qui oblige pourtant les producteurs de déchets à faire le tri. [...]

D'autres départements ne sont pas non plus de bons élèves, et le taux de non-respect de

la loi par McDonald's demeure important : Seine Saint-Denis (96,4%), Pyrénées-Atlantiques (88,2%), Tarn (87,5%), Pyrénées-Orientales (86,7%). [...]

La communauté #ZéroDechetauMcDo appelle McDonald's France à contester ses chiffres afin de permettre de disposer de l'état de mise en place des poubelles de tri en salle dans les restaurants de l'enseigne. Marine Laclautre, initiatrice de la pétition Zéro déchet au Mc Do signée par 143 000 personnes, rappelle que « *la France est le deuxième marché de McDonald's dans le monde, et c'est aussi là où l'enseigne produit 115 tonnes d'emballages par jour. Il revient donc à McDonald's de faire preuve d'exemplarité pour insuffler un vent de changement nécessaire et de plus en plus urgent au secteur de la restauration rapide* ». [...]

+ D'INFOS

Pétition Zéro déchet au Mc Do sur Change.org

INCENDIE À TCHERNOBYL : l'UE doit répondre

Par Michèle Rivasi, députée européenne Europe écologie-Les Verts

Incendie autour de la centrale de Tchernobyl : il faut une réponse de l'Union européenne ! Des feux de forêts ont débuté le 4 avril dans la zone très contaminée de Poleskoye, en Ukraine. Selon Greenpeace, il s'agit du pire incendie jamais observé autour de Tchernobyl, avec près de 39 000 hectares touchés. Selon la Criirad (Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité), les images de la Nasa suggèrent que ces incendies n'étaient, le 14 avril, qu'à quelques centaines de mètres de l'arche recouvrant le réacteur ayant explosé en avril 1986. Pour Michèle Rivasi, eurodéputée Europe écologie - Les Verts, co-fondatrice de la Criirad : « *Malgré le discours rassurant des autorités ukrainiennes, cet événement doit être considéré comme un accident nucléaire. Comme le souligne la Criirad, les incendies peuvent mettre en suspension du césium 137 voire du plutonium et du strontium 90 stockés dans les arbres, affectant la chaîne alimentaire et la nappe phréatique. Le vent peut ensuite transporter de la fumée et des cendres contaminées vers de nouveaux territoires. Or les zones impactées sont habitées ! Je soutiens l'appel du Professeur Yuri Bandajevsky qui*

souhaite aider les habitants, dont 600 enfants, qui depuis presque deux semaines respirent les fumées contaminées, quand ils ne voient pas leur maison détruite par les flammes. Il faut une transparence totale sur cette contamination passée sous silence. J'ai écrit au Commissaire européen de la gestion des crises, pour que l'Union européenne se saisisse de cette affaire ! Il faut déclencher un programme d'aide en urgence, pour envoyer des vivres et du matériel médical. D'autre part, avec mes collègues eurodéputé.e.s, nous appelons l'Union européenne à aider l'Ukraine à mettre en place un programme de détection et de surveillance des incendies. Il n'y aurait pas de pire situation si l'incendie venait à s'étendre à la fameuse « Forêt rouge », du nom de cette forêt anéantie par l'explosion de 1986. Ne prétextons pas de la crise du coronavirus pour laisser tomber les Ukrainiens encore victimes de la catastrophe de Tchernobyl ! »

+ D'INFOS

La lettre adressée au Commissaire européen : www.michelerivasi.eu/politique/incendie-autour-de-la-centrale-de-tchernobyl-il-faut-une-reponse-delunion-europeenne

L'URGENCE C'EST LA SANTÉ, la solidarité, pas la 5G, ni de nous pister

Par les collectifs Stop Linky-5G

Le gouvernement a décrété l' « état d'urgence sanitaire » le 22 mars, texte qui, a priori, aurait dû privilégier des mesures permettant enfin de lutter efficacement contre la pandémie de coronavirus [...]. Au lieu de cela, cet « état d'urgence » sert surtout à imposer un dispositif répressif aveugle, des mesures défavorables aux salariés et d'autres qui n'ont rien à voir avec l'urgence sanitaire. Ainsi, il a promulgué très rapidement (seulement trois jours après !) une ordonnance le 25 mars qui, pour la pose des nouvelles antennes 5G, supprime toute obligation de contrôle par les mairies et l'Agence nationale des fréquences [...], permet l'accès sans autorisation préalable aux parties communes des immeubles et aux toits pendant toute la durée de l'état d'urgence sanitaire. C'est un cadeau fait à Orange, Bouygues, SFR et Free pour leur permettre de déployer très rapidement, et sans contestation citoyenne possible, leur réseau pour la 5G, donc avant son démarrage prévu en France à partir de juillet 2020.

Ce coup de force permet d'ignorer les garanties apportées par la loi Abeille du 9 février 2015, laquelle impose une concertation avant toute installation, pour garantir que soient protégées les personnes électro hypersensibles (EHS), ainsi que les enfants, face aux ondes électromagnétiques.[...]

« SURVEILLANCE NUMÉRIQUE INVASIVE »

Dans le même souffle, le pouvoir a mis en place un Comité d'Analyse, de Recherche et d'Expertise (CARE) qui doit « réfléchir sur l'opportunité de mettre en place des mesures de suivi numérique en France ».

Or, d'après Médiapart, sur les cinq membres de ce conseil, quatre sont directement liés à des labos ou des fournisseurs de matériels. [...] Nul doute qu'ils sauront écouter les fournisseurs d'applications diverses. [...]

Amnesty International et d'autres organisations dénoncent : « *Les initiatives des Etats visant à contenir le virus ne doivent pas servir de prétexte à entrer dans une nouvelle ère de systèmes généralisés de surveillance numérique invasive.* » On le sait bien, ces mesures prises « *dans des circonstances exceptionnelles* » pourront être intégrées dans la législation ordinaire comme cela s'est passé avec l'état d'urgence contre le terrorisme. C'est la « *stratégie du choc* » bien décrite par Naomi Klein : un état utilise une crise, renforcée par une mise en scène guerrière, pour imposer à la population des mesures prévues de longue date. [...] En conséquence, nous appelons, comme d'autres, à la mise en place de vraies mesures pour soigner efficacement et solidairement.

- Nous nous opposons à l'ordonnance du 25 mars 2020 qui va permettre l'installation massive d'antennes 5G sans aucun contrôle, et aux dispositifs qui prévoient notre pistage numérique en niant le secret médical et la protection de notre vie privée.
- Nous appelons à des rassemblements le 13 juin 2020, partout en France, pour s'opposer au déploiement des Linky, 5G et de la société de surveillance.

+ D'INFOS

Texte intégral et pétition en ligne sur www.urgencesantepas5g.wesign.it/fr

Crises sanitaires, écologiques, sociales, économiques POUR UN MONDE VIVABLE, COOPÉRONS



Par Arnaud Schwartz, président de France Nature Environnement

Face au Covid-19 et aux multiples crises qu'il révèle, Arnaud Schwartz appelle chacun.e à préférer la coopération à la compétition. Défendre nos intérêts personnels au détriment de l'intérêt général nous fera tous perdre. Car si cette pandémie révèle et exacerbe nos fragilités individuelles et collectives, elle nous démontre aussi que la coopération nous grandit quand la compétition, au mieux nous ridiculise et au pire, nous met collectivement en danger.

Coopérer fait d'abord du bien d'un point de vue individuel. De toutes ces initiatives pour soutenir les soignants, à la réorganisation des solidarités, qui s'opère du mieux possible : aide scolaire pour les enfants, places d'accueil pour des personnes sans domicile vivant avec un chien... Comme trop souvent, ce sont les plus fragiles qui souffrent le plus durement de la crise. Si la solidarité ne peut pas tout résoudre, elle adoucit les difficultés. La coopération, c'est la voie choisie par FNE depuis plus de 50 ans. Aujourd'hui, parmi les millions d'actifs dans une grande incertitude professionnelle se trouvent de nombreuses associations du mouvement, qui ont dû opter pour le chômage partiel. Notre fédération a été fondée sur une conviction : ensemble, nous sommes plus forts. Alors dans cette période pleine d'incertitudes, le mouvement s'attache à coopérer. Une nécessité pour nous, mais aussi pour l'intérêt général, afin que les défenseurs de la nature puissent apporter leur expertise aujourd'hui, demain, à toutes les échelles et sur l'ensemble du territoire.

DEVOIR COMMUN

Préférer la coopération à la compétition, c'est aussi un devoir commun. Cette pandémie nous rappelle, s'il fallait encore le prouver, que les intérêts économiques ne peuvent être au-dessus de tout. Le Covid-19 s'est abattu sur la France en pleine crise de l'hôpital, soulignant le caractère vital d'un système de santé robuste. La pandémie se révèle par ailleurs intimement liée à la crise environnementale : destruction des écosystèmes ou encore multiplication des élevages intensifs favorisent l'apparition et la diffusion de tels virus. Résultat ? L'économie en pâtit rudement, comme la société toute entière. Coopérer, malgré nos divergences, est bien une nécessité. Le défi semble immense et ce n'est pas seuls que nous réussirons à y répondre. Mon appel est donc sans ambiguïtés : pour sortir de ces crises, mettons nos égoïsmes de côté et coopérons au service de l'intérêt général. Prenez soin de vous, de vos proches, des inconnus dans le besoin, du monde vivant qui vous entoure et déployons nos énergies pour sortir par le haut des crises inédites que nous traversons.

Ici, nous donnons la parole à nos partenaires, dont nous partageons les valeurs. En vous abonnant à Sans Transition ! (page 82), vous pouvez financer les actions d'Attac, FNE ou ATD Quart Monde sur votre territoire.

+ WEB

Lire cette chronique en intégralité sur www.sans-transition-magazine.info

15 ASSOCIATIONS ET SYNDICATS lancent une pétition pour un Jour d'Après écologique, féministe et social

Action Non-Violente COP 21, Alternatiba, les Amis de la Terre France, Attac France, CCFD Terre Solidaire, Confédération paysanne, CGT, Convergence nationale des Services Publics, Fédération syndicale unitaire (FSU), Fondation Copernic, Greenpeace France, Oxfam France, Reclaim Finance, Union syndicale Solidaires, 350.org.

Plusieurs organisations lancent une pétition nationale pour défendre des mesures urgentes et de plus long terme, porteuses de profonds changements politiques. Cette pétition appelle les citoyen-ne-s, qui partagent le constat dressé d'urgence sociale et écologique et en ont assez des discours creux, à se mobiliser pour que le « Jour d'Après » soit construit ensemble. Les solutions existent, agissons !

Ces organisations appellent les citoyen-ne-s et l'ensemble de la société à faire entendre leurs voix pour « *reconstruire ensemble un futur écologique, démocratique, féministe et social, en rupture avec les politiques menées jusqu'à présent et le désordre néolibéral.* » Alors que des actions urgentes s'imposent face à la crise sanitaire et que des décisions structurantes pour l'avenir sont en cours de discussion, il est primordial d'unir nos voix et d'axer le débat sur des mesures qui sont cruciales pour ne pas reproduire les erreurs du passé. Par cette pétition, les citoyen-ne-s ont l'occasion d'exprimer leur soutien en faveur de quatre mesures urgentes, et de trois mesures de plus long terme. « *À court terme, il s'agit de stopper les activités non indispensables, de réquisitionner établissements médicaux privés et entreprises pour répondre à la crise, de suspendre les versements de dividendes,*

rachats d'action et bonus aux PDG. Et d'orienter les milliards d'euros injectés dans l'économie française et européenne vers les besoins sociaux et écologiques des populations. Afin de ne pas relancer une économie profondément insoutenable écologiquement et socialement, nous invitons également les citoyen-ne-s à soutenir des politiques publiques de long terme pour ne plus jamais revivre ça. Services publics, fiscalité plus juste, ainsi que relocalisation et réorientation de l'agriculture, de l'industrie et des services doivent devenir les nouvelles priorités de l'action politique, pour remettre l'économie au service du plus grand nombre et limiter les dérèglements climatiques ».

+ D'INFOS

La pétition et les mesures détaillées sont à retrouver sur www.greenpeace.fr/le-jour-dapres-appel-de-18-organisations

UN PLAN DE TRANSFORMATION pour plus de résilience

Par l'association Négawatt



Totalement impensable et impensée, la crise du Covid-19 est venue percuter de plein fouet un modèle de développement fondé sur le mythe d'une croissance matérielle infinie dans un monde fini. Le cocktail détonnant d'atteintes majeures à la biodiversité dans le Sud-Est de la Chine couplées à un trafic aérien en développement exponentiel, a remis en cause en quelques semaines à peine les dogmes les plus ancrés de la pensée économique dominante.

Première victime politique collatérale de ce tsunami : le Pacte de stabilité et de croissance européen, avec sa barrière - hier encore totalement infranchissable - des 3 % de déficit budgétaire. Ce pacte a soudain laissé la place aux prémices d'une relance keynésienne à travers le soutien massif aux entreprises, pour qu'elles maintiennent quoi qu'il en coûte l'emploi, gage de distribution de pouvoir d'achat et de stimulation de la demande dès que le confinement aura pris fin.

LOGIQUE DE TRANSFORMATION

Dans ce contexte, le risque est grand qu'une pièce soit remise dans la machine à accélérer les menaces qui pèsent déjà lourdement sur les conditions de survie de l'humanité comme l'érosion de la biodiversité, les bouleversements climatiques, l'épuisement des ressources et toutes les

formes de pollution qui vont avec. Si relance il doit y avoir, il est impératif qu'elle soit sélective et concerne en priorité les secteurs et les activités contribuant de manière certaine à l'amélioration à court terme de la résilience sanitaire, écologique et sociale de la population, tout en s'inscrivant dans une logique de transformation tirée par une vision de long terme de soutenabilité.

La rénovation performante des bâtiments, l'efficacité énergétique dans l'industrie, le développement des transports en commun et des modes doux de déplacement, les énergies renouvelables ou encore l'agroécologie répondent de toute évidence à ces enjeux et doivent à ce titre figurer en tête de la liste des secteurs à soutenir, d'autant plus qu'ils sont porteurs de nombreux emplois répartis sur le territoire.

L'heure doit être à la relocalisation de certaines industries désormais considérées comme stratégiques à la lumière de la crise, à commencer par les secteurs de la santé et de l'alimentation ; si d'autres doivent s'adapter en changeant de process ou de produits, il est certain que d'autres encore, comme l'automobile et l'aéronautique, devront réduire durablement leurs activités, insoutenables en l'état.

+ D'INFOS

www.negawatt.org



© Julien Dezécot

Les 26 salariés du chantier d'insertion 13 A'tipik, basé à Marseille, œuvrent depuis mars uniquement à la confection de masques homologués contre le Covid-19.

SOLIDAIRES par nature

Par Julien Dezécot

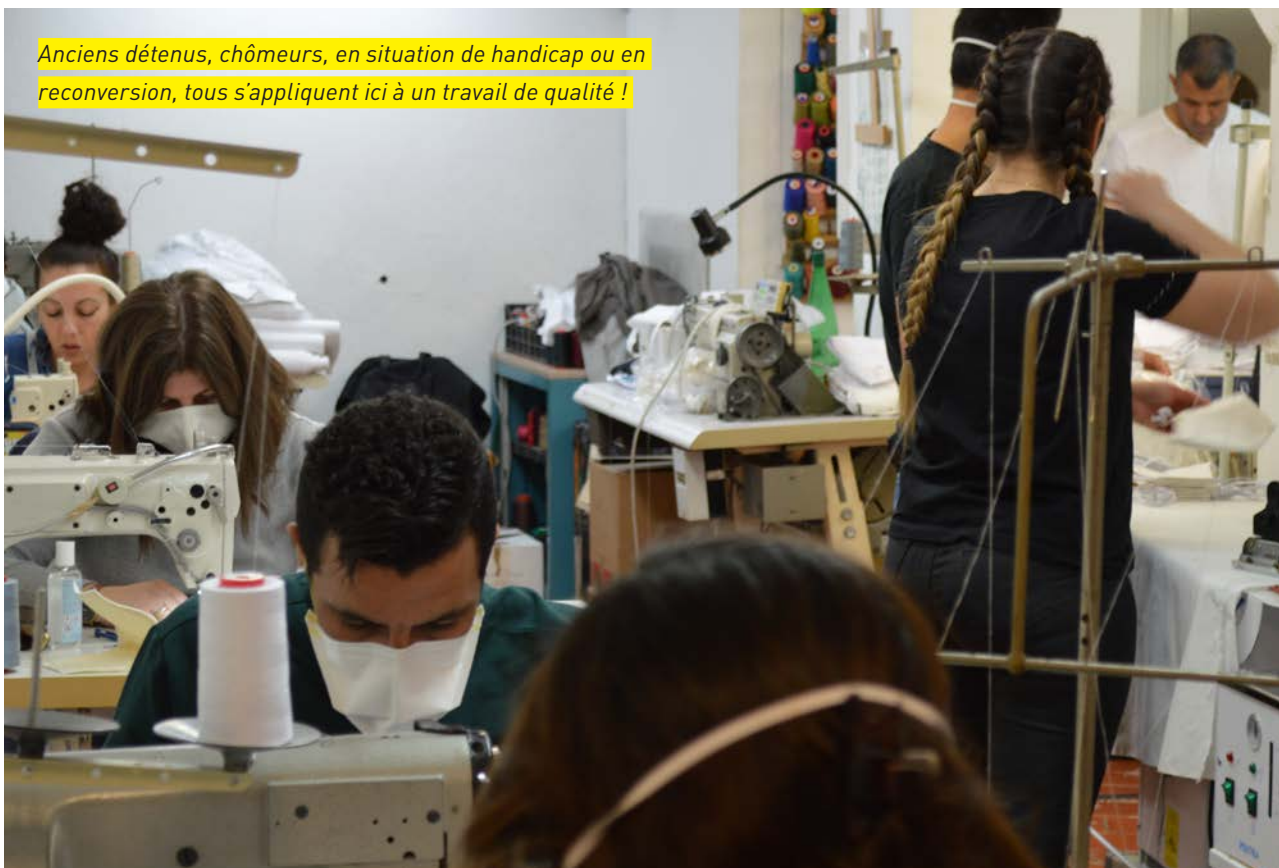
La crise sanitaire et sociale sans précédent que nous traversons oblige les acteurs économiques à se réinventer. Mais nous appelle aussi à plus de solidarité. De nombreuses entreprises, notamment du monde de l'Économie sociale et solidaire, modifient leur activité et produisent des masques de protection. Elles participent ainsi, à leur échelle, à l'élan de solidarité national.

UN CARNAVAL A'TIPIK

Par Julien Dezécot

Face au coronavirus, l'entreprise d'insertion 13 A'tipik, basée à Marseille, réalise des masques homologués en coton, tant pour les personnels soignants que pour les particuliers. Grâce à ses 25 salariés, elle pourrait produire jusqu'à 30 000 masques dans les prochains mois. Et ainsi permettre, avec les autres ateliers improvisés de France, un déconfinement progressif et sécurisé de la population.

Anciens détenus, chômeurs, en situation de handicap ou en reconversion, tous s'appliquent ici à un travail de qualité !



© Julien Dezécot

Clac, clac, clac, clac... Une vingtaine de machines à coudre ronronnent, au rez-de-chaussée du 10 rue des Antilles, à Marseille. Leurs aiguilles piquent inlassablement le coton blanc, dans un va-et-vient mécanique qui bat la mesure. Masqués, une vingtaine de salariés en insertion

s'appliquent à confectionner, depuis mars, une myriade de tissus nacrés, pour protéger particuliers et professionnels. Situé au pied de la Bonne Mère, l'atelier de couture 13 A'tipik produit désormais les fameux masques FFP2, ainsi que des blouses de protection. Cet atelier de haute couture et prêt-à-porter a obtenu

Une fois son expérience consolidée chez 13-A'tipik, ce « quadra » souhaite aussi monter son entreprise dans le textile.



© Julien Dezécot

– comme une quarantaine d'autres structures - l'appel d'offres du ministère de la Défense, pour produire ces protections homologuées. Téléphone en main, cheveux de jais et regard bienveillant, Sahouda, la cinquantaine, est une entrepreneuse sociale dans l'âme. « Encore un appel à produire des masques, souffle-t-elle en racrochant. Mais mon carnet de commandes est déjà plein ! » Maintenant, il va lui falloir négocier des délais de production car tous ses clients veulent les masques dès à présent, alors qu'ils mettront 3 ou 4 mois à produire les 30 000 unités souhaitées. Parmi les clients, des structures publiques comme les hôpitaux

« J'ai reçu un à un tous les salariés avant de me lancer dans ce pari des masques, en leur demandant s'ils étaient prêts à venir travailler masqués à l'atelier ou de chez eux et à s'engager avec moi. »,

Sahouda, directrice d'A'tipik

de Martigues ou des mairies de la région Sud, et d'autres privées, avec les fédérations du BTP. En consultant les réseaux sociaux sur son smartphone, Sahouda se réjouit. C'est une très bonne nouvelle qui tombe pour la fondatrice de l'atelier, ancienne salariée d'une mission locale à Avignon. « Nos masques viennent juste de permettre au Gang des casseroles marseillais – un collectif associatif composé notamment de la Banque alimentaire et des Apprentis d'Auteuil – de servir des repas sains aux plus démunis dans de bonnes conditions sanitaires ». Au même moment, c'est une pharmacienne et un citoyen du quartier qui toquent à l'atelier, pour tenter de commander à leur tour

les précieux sésames, vendus entre 3 et 4 euros pièce. Tandis que Sahouda accepte l'aide de son neveu pour venir travailler à l'atelier la semaine prochaine... Avant le coronavirus, « on a commencé par réaliser des masques pour nous, pour pouvoir continuer à travailler, avec des chutes de tissus, poursuit Sahouda. C'est l'une des salariés, Shanon, sourde et malentendante, qui a créé un modèle qui nous plaisait. Puis je me suis dit, début mars, et si on produisait une petite série de 300 en coton, pour les donner aux gens de notre entourage ? » Mais l'aventure ne s'arrêtera pas là. Sahouda se blesse accidentellement à la jambe le jour du confinement, mi-mars. Vissée devant son ordinateur, elle découvre l'appel d'offres du ministère. Un coup de fil et quelques essais plus tard, l'atelier qui confectionnait jadis du prêt à porter féminin de qualité, notamment pour de grandes marques, se

Cette entreprise d'insertion travaille en coopération avec le PLIE, le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi.

métamorphose en carnaval solidaire pour produire des masques.

COMME DANS UNE FAMILLE

Si les masques sont récents dans cet atelier d'insertion créé il y a 9 ans, la solidarité y est quant à elle ancrée depuis toujours. « Nous sommes comme une petite famille au sein de l'atelier. Dès que les uns ou les autres ont des soucis, ils savent qu'ils peuvent venir m'en parler et que j'ai toujours une oreille attentive pour eux », souligne Sahouda dans une forme de management maternelle. Elle poursuit : « J'ai reçu un à un tous les salariés avant de me lancer dans ce pari des masques, en leur demandant s'ils étaient prêts à venir travailler masqués à l'atelier ou de chez eux et à s'engager avec moi. » Résultat : seule une salariée angoissée par le Covid-19 s'est vu, en lien avec son médecin, proposer un arrêt maladie. Quatre autres,



© Julien Dezécot



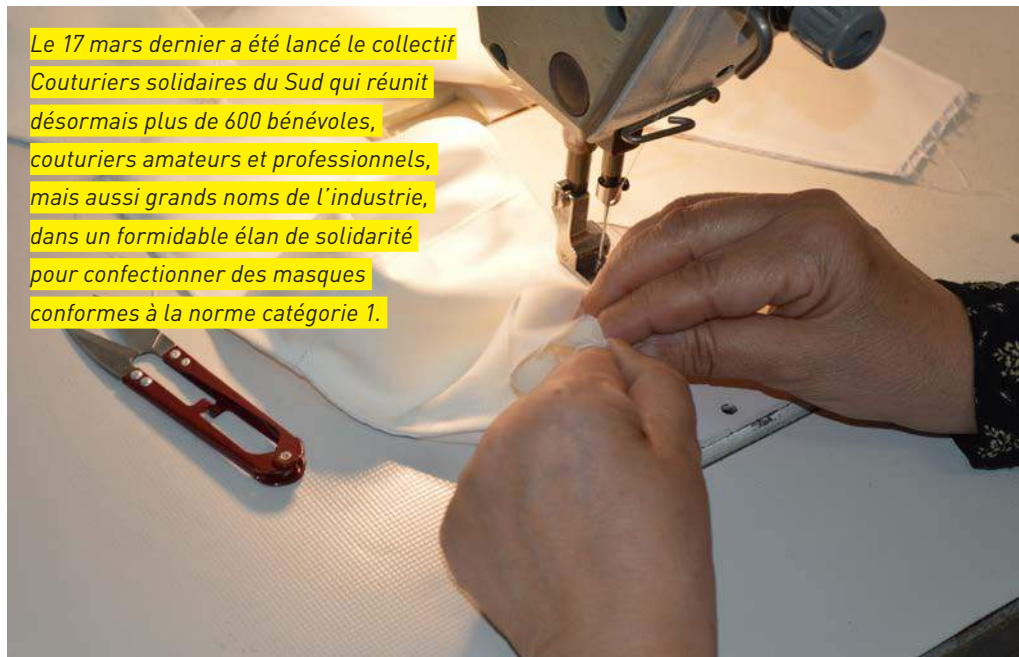
© Julien Dezécot

des personnes soit âgées soit fragiles, travaillent désormais de leur domicile. « *Je leur ai apporté les machines à coudre chez eux. Et tous les autres ont souhaité revenir à l'atelier.* », rebondit Sahouda, convaincue que le travail est l'outil indispensable pour exister en société. « *Mais pour que chacun s'épanouisse, le travail ne doit pas être qu'une contrainte* », souffle-t-elle. Et l'entreprise doit pouvoir accompagner les salariés, en leur proposant notamment de ne pas travailler le mercredi pour pouvoir s'occuper de leurs enfants ou d'avoir des horaires calés sur l'école, entre 9h et 16h. Et même d'avantage selon Sahouda. « *Lorsqu'ils cherchent un logement, je me porte caution pour les salariés et chacun donne un petit quelque chose pour faciliter l'emménagement. C'est moi qui prends parfois rdv chez le médecin. Il m'est même arrivé de régler la dette de certains en*

échelonnant ensuite sur leur salaire... »

Les mains parallèles à la table de couture, Najet, une petite brunette réservée, s'applique à finaliser sa pièce. Ses doigts guident le tissu dans un tempo maîtrisé. Depuis un an, elle est l'une des 15 femmes qui travaillent à l'atelier. « *La couture, c'est ma passion* », déclare-t-elle spontanément. Malentendante, Nadjat a obtenu un CAP-BEP couture avant d'intégrer l'atelier. Et à la fin de son CDDI, contrat à durée déterminée d'insertion de 2 ans maximum, elle aimerait si possible pouvoir rester car « *le travail est agréable et diversifié* ». Assis à côté d'elle depuis 3 mois, Djamel, 42 ans, se régale dans son boulot. Après une carrière dans la restauration à Marseille, il décide de se réorienter, pour retrouver des horaires de travail « *plus normaux* ». Et pour mieux s'occuper de sa fille de 11 ans. « *Il me fallait du sens et des horaires adaptés,*

Près de 30 000 masques ont été commandés à 13-A'tipik depuis la crise...



Le 17 mars dernier a été lancé le collectif Couturiers solidaires du Sud qui réunit désormais plus de 600 bénévoles, couturiers amateurs et professionnels, mais aussi grands noms de l'industrie, dans un formidable élan de solidarité pour confectionner des masques conformes à la norme catégorie 1.

© Julien Dezécot

résume-t-il. Ici, j'ai les deux grâce au Plie qui m'a conseillé de frapper chez A'tipik! ». Le Plie, c'est Le Plan local pour l'insertion et l'emploi de Marseille. Cet outil de politique territoriale propose un accompagnement individualisé et renforcé des publics. Leurs conseillers sont en lien avec de nombreux chantiers d'insertion. « À la fin de mon contrat, j'aimerais moi-aussi créer une entreprise dans le domaine du textile, du vintage, pour donner une seconde vie aux habits », espère Djamel, avant de reprendre le travail.

CHANGEMENT DE VIE POSSIBLE

Amel, la quarantaine, regard pétillant, travaille également au Plie comme conseillère. Mais aujourd'hui, elle est ici comme bénévole : « Sahouda m'a dit : c'est chaud en ce moment, j'ai voulu lui donner un coup de main ! Pour moi qui suis en télétravail avec un salaire assuré, c'est bien plus confortable que pour ces TPE traversées par la crise actuelle. Nous devons vraiment les soutenir ! », explique

cette femme engagée dans l'économie sociale, par ailleurs organisatrice au sein du Plie des Rencontres solidaires pour les entreprises d'insertion. Un peu plus loin dans l'atelier, Saïd, 31 ans, est un ancien détenu qui a appris les rudiments de la couture en prison. Ancien peintre en bâtiment, il travaille ici depuis près de 2 ans. « J'aime beaucoup le boulot, je me sens bien, ça m'aide pour trouver un équilibre avec ma femme et mes 2 enfants car ici on travaille sans pression, sans avoir la boule au ventre. Grâce à 13 Atipik, j'ai pu passer le code et bientôt le permis, c'est eux qui me l'ont payé ! » Son idée une fois sa mission terminée : ouvrir un snack à Marseille pour y créer des sandwiches. En attendant, Saïd reste concentré sur sa machine à coudre. Il sait que ce changement de vie en cours est sur de beaux rails. Et que grâce à lui, d'autres personnes pourront bientôt reprendre le chemin du travail et de la vie sociale.

+ D'INFOS

13atipik.com
plie-mpmcentre.org

ENGAGÉS CONTRE LE COVID

Par Julien Dezécot

On dit souvent que la solidarité est dans l'ADN des coopératives. En ces temps de crise, elles participent activement à l'élan de solidarité sur les territoires, en produisant des masques mais aussi en s'adaptant, afin de lutter contre la pandémie. Zoom sur quelques entreprises résilientes en régions.

ÉLAN SOLIDAIRE

Six couturières de la coopérative d'activités Élan Créateur en Ille-et-Vilaine (35), ont uni leurs talents au sein du réseau des Couturiers solidaires, pour fabriquer des masques en tissu, à toutes celles et tous ceux qui travaillent chaque jour au contact du public. Elles ont déjà réalisé une cinquantaine de masques pour les salariés des magasins Biocoop Scarabée de Rennes et continuent sur leur lancée !

FACILITER LA LECTURE

La Scop Librairie des Volcans, implantée à Clermont-Ferrand, a eu une idée originale, en collaboration avec la Bibliothèque de l'Université Clermont-Auvergne : ouvrir une page Facebook dédiée au confinement. Les libraires et les bibliothécaires sollicitent ainsi des auteurs et des éditeurs, afin de mettre à disposition gratuitement des textes récents encore sous droits !

DON DE MATÉRIEL

Scop TI, coopérative provençale de thés et infusions, a fait don de matériel de protection aux soignants de la région. Ainsi, ce sont plus de 1 000 masques, blouses, combinaisons intégrales et charlottes qui ont été distribués aux hôpitaux d'Aubagne et de la Timone à Marseille.

LIVRAISON À VÉLO

Le magasin Biocoop de Caen s'est appuyé sur la Scop Toutenvélo, afin de proposer une solution alternative à ses clients. Avec un panier d'achat minimum de 50 euros et à condition qu'ils habitent à deux kilomètres maximum du magasin, ils peuvent désormais être livrés en vélo. En maintenant les gestes barrière évidemment !



LOCAUX À DISPOSITION

Alors que les activités de Hello Montélo, la plateforme de services e-commerce de Montélimar portée par la CAE Prisme, sont désormais dématérialisées, les locaux de la Scic ne restent pas vides. Ils servent de points de collecte de paniers de producteurs locaux, trois fois par semaine.



© DR

COLLAPSOLOGIE : s'effondrer pour RENAÎTRE ?

Par François Delotte

Depuis quelques semaines, le monde que nous connaissions semble sur le point de s'écrouler : vivre ensemble, économie, gestion des biens communs... tout est remis en question. « *Je savais que ça allait arriver, mais je ne pensais pas aussi vite* », semble s'excuser Pablo Servigne, le spécialiste français de la collapsologie. Cette « science » prévoit l'effondrement de nos sociétés reposant sur les énergies fossiles. En pleine « crise », nous choisissons de republier ce dossier, ô combien d'actualité, paru il y a 18 mois dans *Sans transition !*

ENTRE EFFONDREMENT et résilience

Par François Delotte

Et si demain nos sociétés basées sur la surexploitation des énergies fossiles et des hommes s'effondraient ? C'est l'hypothèse qu'émet la collapsologie (de « *collapse* », « *effondrement* » en anglais). Cette science prédictive, remise au goût du jour par l'essayiste et conférencier Pablo Servigne, comprend un versant « optimiste » : la possibilité d'une « renaissance » reposant sur l'émergence de communautés coopératives locales « résilientes ».



Dans le cadre de ses études en architecture du paysage à Gembloux Agro-Bio Tech, le paysagiste Pierre Lacroix a imaginé un monde « post-effondrement », sans pétrole, qu'il a présenté sous forme de bande dessinée dans son mémoire de fin d'étude. Nous en publions ici quelques cases.

« **S**i l'on poursuit cette trajectoire exponentielle de croissance, l'effondrement de nos sociétés adviendra dans la première moitié du XXI^e siècle », déclare Pablo Servigne avec une sérénité confondante, devant un parterre de 300 personnes attentives. Des paroles prononcées durant une conférence que l'essayiste, spécialiste en collapsologie — ou science de l'effondrement de la civilisation industrielle reposant sur l'exploitation des énergies fossiles — donnait à l'école d'agronomie Montpellier SupAgro, en octobre 2018. « Qui a déjà entendu parler de collapsologie ? Qui est sensible à ce sujet ? », demande Servigne

au début de son intervention, avant que les trois quarts de son auditoire — majoritairement composé d'étudiants — lèvent la main.

« TOUT PEUT S'EFFONDRE »

L'anecdote renvoie à l'intérêt que suscite actuellement la notion « d'effondrement ». Un concept qui fait l'objet de nombreux articles de presse dans les médias. Et qui touche les plus hautes sphères du pouvoir : on se souvient du Premier ministre Édouard Philippe et de son ex-ministre de l'Écologie, Nicolas Hulot, discutant en juillet 2018 de *Collapse (Effondrement)*, livre de l'écri-



© Pierre Lacroix

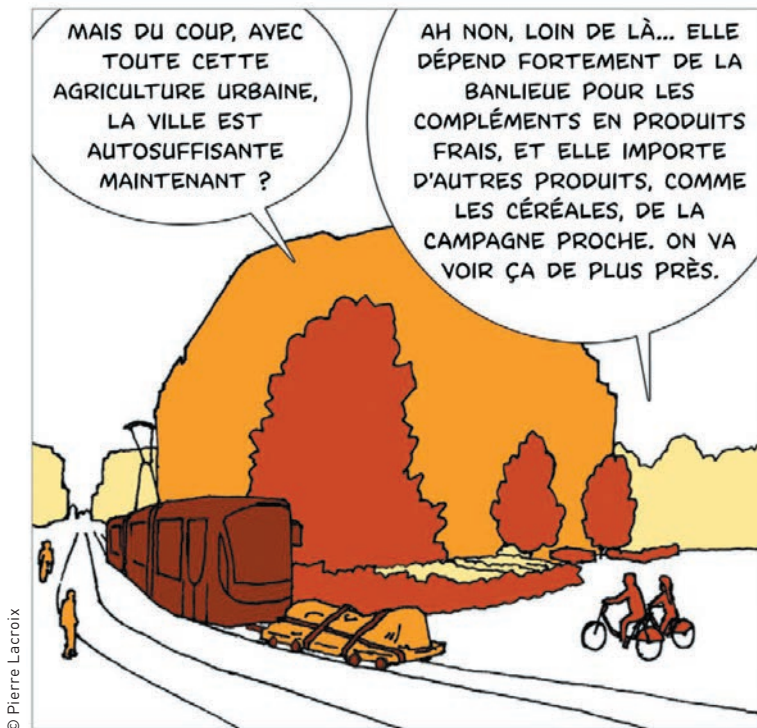
vain américain Jared Diamond, paru en 2004. « *Cette question me tarabuste beaucoup plus que certains ne peuvent l'imaginer* », affirmait alors le Premier ministre.

Car cette notion n'est pas nouvelle. Déjà, en 1972, un rapport commandé par le Club de Rome à des chercheurs du MIT (Massachusetts Institute of Technology) intitulé *The Limits To Growth* (« *Les limites à la croissance* ») était publié. Plus connu sous le nom de « Rapport Meadows », le document alertait alors sur les dangers que les croissances économiques et démographiques font peser sur la planète. Devant la succession des conclusions alarmantes du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec), dont le dernier rapport date de début octobre, la notion de « collapse » (effondrement) a été actualisée. Notamment par l'ouvrage *Comment tout peut s'effondrer*, de Pablo

« **Certains effondrements sont déjà en cours.** »

Pablo Servigne, collapsologue.

Servigne et Raphaël Stevens, publié en 2015 au Seuil. « *L'effondrement, c'est le processus à l'issue duquel les besoins de bases (eau, alimentation, énergie...) ne sont plus assurés par des services encadrés par la loi* », précise Pablo Servigne, reprenant lui-même la définition d'Yves Cochet, ancien ministre de l'Environnement de Lionel Jospin. Ce dernier a participé à populariser la collapsologie en France, dès les années 2010. Notamment au travers de la création de l'Institut Momentum, organisme qui se propose d'imaginer le monde de l'après-pétrole. Pour Pablo Servigne, agronome et biologiste né en 1978, « *nous ne pouvons plus éviter un effondrement systémique et généralisé sur la planète* ». Pour lui, « *plusieurs crises pourraient en être à l'origine et provoquer un effet domino, car nous vivons dans un monde complexe où tout est interdépendant* ». Crise financière, conflit géopolitique,



© Pierre Lacroix

grève générale, rupture des approvisionnements sont cités pêle-mêle par l'auteur. « Certains effondrements sont déjà en cours : effondrement des populations d'oiseaux et d'insectes, effondrement de la calotte glaciaire », énumère Servigne. S'appuyant sur une récente étude internationale publiée dans la revue *Proceedings of the National Academy of Sciences*, Servigne prédit un possible « effondrement du système terre. Entre +1 et +3 °C de réchauffement, la planète pourrait devenir une "planète-étuve". Plusieurs boucles de rétroaction pourraient alors se mettre en place et provoquer des emballements climatiques », décrit Pablo Servigne.

« JEUNES POUSSES RÉSILIENTES »

Face à ce futur catastrophique, les collapsologues souhaitent l'effondrement de

nos sociétés « thermo-industrielles », pour offrir « une chance de sauver le système-terre » (Servigne). Ces derniers parient sur le fait que les ressources fossiles facilement accessibles se tarissent depuis 2006, date « à laquelle nous avons atteint le pic pétrolier. C'est-à-dire que nous puisons toujours moins de pétrole que la veille », explique Vincent Mignerot, l'un des animateurs de l'association de collapsologues Adrastia. Au-delà de cette limite, l'extraction pétrolière serait de moins en moins rentable. Même si nos sociétés industrielles s'effondrent, cela se fera dans la douleur, affirme Yves Cochet, étonnement précis dans ses prédictions. « L'effondrement est possible vers 2020. Il est certain vers 2030. On peut perdre la moitié de la population mondiale à cause de guerres, de famines et d'épidémies », annonce-t-il froidement. Pour lui, « il faut tirer un trait sur les avions et même sur le train ». L'ancien homme de gouvernement prévoit la possibilité que le monde de l'après-pétrole entraîne la fin des superstructures politiques. « Des États comme la Libye ou la Syrie sont déjà dans des situations d'effondrement », indique Pablo Servigne. Pour limiter les « dégâts » provoqués par l'anéantissement des États, les collapsologues souhaitent la mise en place « d'un communalisme résilient low-tech », selon les mots d'Yves Cochet. Un aspect développé dans le dernier ouvrage de Servigne qui, très inspiré par le concept de « villes en transition » de Rob Hopkins, prévoit l'émergence de « jeunes pousses ». Une façon de désigner des communautés locales « laboratoire d'un autre monde », où règnent l'expérimentation et la coopération. Les collapsologues citent les expériences d'autonomie menées dans les ZAD ou dans certaines communes dites « en transition ». Dans ces communautés, plus ou peu d'accès permanents à l'électricité,



© Pierre Lacroix

mais une production intermittente avec de l'éolien ou du photovoltaïque « low-tech ». Reviennent souvent les exemples du village de Trémargat (22), en Bretagne, riche de ses nombreuses exploitations en agriculture biologique, ou encore d'Ungersheim, localité du Haut-Rhin de 2400 âmes. Cette commune se reconnaît dans le concept de résilience. « *Je souscris à ce raisonnement. Notre approche consiste à se demander comment la collectivité pourrait devenir indépendante en prenant soin de son environnement*, assure le maire (divers gauche), Jean-Claude Mensch. *Nous avons créé une exploitation bio sous forme de chantier d'insertion, ainsi qu'une régie agricole municipale. Soit plus de 20 hectares. On sait que 6 à 8 hectares de maraîchage suffisent à nourrir 2400 habitants. L'idée, c'est de consommer des produits locaux. Mais aussi d'avoir cette réserve en cas de soucis* », confie le premier magistrat. En cas d'effondrement ?

À LIRE

*Comment tout peut s'effondrer ?
Une autre fin du monde est possible,
Pablo Servigne, Raphaël Stevens,
Gauthier Chapelle*

+ D'INFOS

www.collapsologie.fr
pabloservigne.com
www.institutmomentum.org

TERRITOIRES EN TRANSITION

BESSON (03) CHERCHE L'INDÉPENDANCE

« *La viande à la boucherie, le pain chez l'aubergiste. On va à nouveau se fournir chez l'épicier qui vient de rouvrir. Après, on complète avec des grandes surfaces. On voudrait aussi acheter des produits auprès du maraîcher bio* », indique au quotidien *La Montagne* Emilie Rogue, trésorière de l'association qui gère les achats de la cantine scolaire de Besson. Cette commune de l'Allier compte à peine 800 habitants, mais ne manque pas de volonté pour répondre au maximum à ses besoins avec des ressources locales. Une chaufferie à bois alimente les bâtiments publics. Un projet de méthanisation et un parc photovoltaïque sont à l'étude.

L'EFFONDREMENT en question

Par François Delotte

Si la crise liée au coronavirus a des conséquences dramatiques, pour certains, elle relève des prémices d'un «effondrement» prévisible de nos sociétés. Celui-ci, reposant notamment sur l'exploitation des énergies fossiles et la destruction de la planète, n'est qu'une question de temps. Il serait même souhaitable pour laisser la place à un autre monde dans lequel pourraient émerger des communautés « résilientes ». Une vision des choses loin de faire l'unanimité et qui pose de nombreuses questions.



« **P**our que le réchauffement climatique n'excède pas 2 °C en moyenne, il faut que le pic d'émission de CO₂ soit derrière nous en 2020 », affirme le climatologue Jean Jouzel, commentant le rapport spécial du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec), publié en octobre 2018. Il poursuit : « *Maîtriser le réchauffement*

est le seul moyen de permettre un développement harmonieux de notre civilisation. Sinon, nous risquons de voir se multiplier les conflits à l'échelle de la planète. Certains parlent d'effondrement. Je n'irai pas jusque là. » Il n'est pas le seul.

« *Je ne minimise pas les risques de destructions environnementales et sociales. Ce que je conteste, c'est que*

cela soit inévitable, comme semblent le dire les collapsologues (voir article p. 39) », indique Daniel Tanuro. Cet ingénieur agronome belge se réclame de « l'écosocialisme », mouvance politique mêlant critique du capitalisme et écologie. Il est l'auteur de *L'impossible capitalisme vert* (La Découverte, 2012). C'est aussi l'un des plus féroces détracteurs de la collapsologie, science de l'effondrement des sociétés « thermo-industrielles », dépendantes aux énergies fossiles. Pour lui, « ça n'est pas parce que la mer va monter ou que le climat change que le capitalisme va s'effondrer. Les dominants feront tout pour conserver leur domination », indique-t-il. D'où, pour le chercheur, l'importance de ne pas baisser les bras. « Nous sommes certainement au bord du ravin. Mais dire que tout va s'effondrer est une conclusion millénariste. Elle détourne des mesures politiques qu'il faudrait prendre pour limiter les impacts du changement climatique », continue celui qui est aussi cofondateur de l'ONG Climat et justice sociale.

POUSSER LES ÉTATS À AGIR

Cette critique renvoie à celle d'économistes de gauche, comme Stéphanie Treillet, enseignante-chercheuse, membre du conseil scientifique de l'association altermondialiste Attac, spécialiste critique de la théorie de la décroissance. « Les collapsologues conçoivent l'économie et les faits sociaux comme répondant à des lois physiques et biologiques. Or, ce ne sont pas des phénomènes naturels. Il y a là une sorte de fatalisme. Comme si nous n'avions pas de marge de manœuvre pour changer les choses au travers des luttes sociales et des politiques économiques », analyse-t-elle. Au contraire, pour l'économiste, il faut changer de braquet ce qui, pour les gouvernements, signifie-



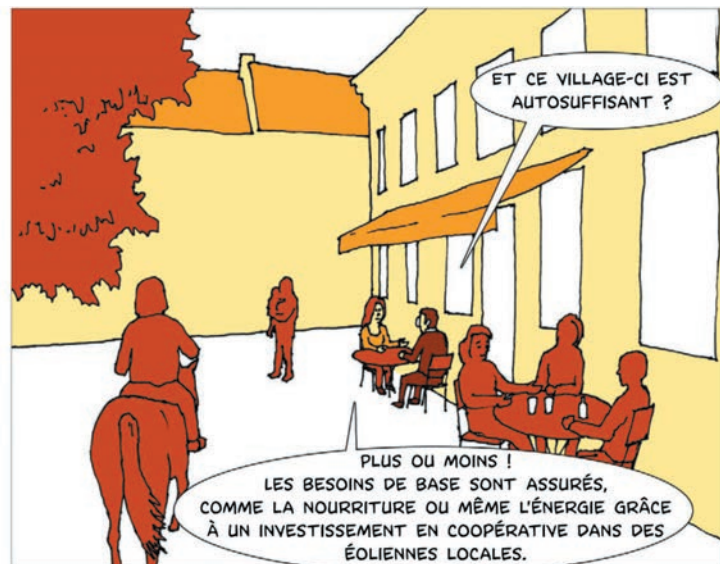
© F. Delotte

rait « mettre en place des politiques de planification volontariste en matière de transition dans les transports, l'agriculture l'urbanisme, l'énergie ». La chercheuse cite pour exemple le scénario Négawatt, élaboré par des professionnels

« Dire que tout va s'effondrer est une conclusion millénariste »

Daniel Tanuro, fondateur de l'ONG Climat et justice sociale

de l'énergie. Et qui prévoit de diviser par deux les consommations énergétiques en France d'ici 2050, en s'appuyant sur la sobriété (économies d'énergie), l'efficacité énergétique (isolation...) et le développement des énergies renouvelables. Jean Jouzel et Pierre Larouturou, cofon-



© Pierre Lacroix

Le «collapsologue» Pablo Servigne, en conférence à Montpellier, en octobre 2018. Il a largement contribué à populariser le concept « d'effondrement » en France.

dateur du mouvement politique Nouvelle Donne, plaident aussi pour une action publique rapide et volontariste. Une vision qu'ils exposent dans un ouvrage intitulé *Pour éviter le chaos climatique et financier* (Odile Jacob, 2017). « Nous connaissons les solutions à mettre en œuvre si nous voulons diminuer les émissions de gaz à effet de serre. Nous avons estimé à 1000 milliards d'euros la somme qu'il faudrait utiliser par an en Europe pour cela », précise Jean Jouzel. Les auteurs proposent eux aussi d'investir dans une économie réelle « verte » (énergie renouvelable, transports publics, agriculture durable...), pourvoyeuse d'emplois, et non dans la spéculation, qui augmente les potentialités de crise financière. Face au risque de chaos, les collapsologues proposent eux le concept de « résilience ». L'idée est aussi débattue. « Il est particulièrement cynique de la part d'Yves Cochet de tabler sur le fait que la moitié de la population mondiale va disparaître et que ceux qui s'en sortiront seront ceux qui auront réussi à fonder des communautés résilientes, dans lesquelles l'on pratique la permaculture », s'agace Daniel Tanuro. « Un mouvement comme Via Campesina* promet depuis longtemps l'agriculture écologique au service du climat et des paysan-ne-s. Mais ça n'est pas la même approche. Il s'agit d'éviter la catastrophe,

pas de préparer des communautés avec les survivants de l'hécatombe », s'emporte le militant politique belge. « Beaucoup de choses intéressantes peuvent se faire à l'échelle locale. Mais j'ai peur que parfois, chez les collapsologues, cela puisse cacher une indifférence vis-à-vis de la défense des services publics ou de la sécurité sociale, tous ces acquis remis en cause par néolibéralisme », affirme de son côté Stéphanie Treillet.

SÉCURITÉ POST-EFFONDREMENT

Plus déroutante au premier abord est l'appropriation de la thématique de la sécurité par les collapsologues. Une musique notamment entonnée par Alexandre Boisson, proche de Pablo Servigne. Cet ancien policier est le fondateur de SOS Maires, une association ayant pour objet de sensibiliser les municipalités aux problématiques de l'effondrement en les incitant à gagner en autonomie. Cela passe par des actions en matière d'agriculture ou de transition énergétique. Mais aussi de sécurité. « Il faut que les collectivités s'emparent de ce sujet. Regardons ce qui s'est passé à Saint-Martin après le passage de l'ouragan Irma. Il y a eu de multiples points criminogènes. Il y a de nombreuses armes qui circulent dans les cités en France. Cela ne me rassure pas », déclare Alexandre Boisson. « Si un jour l'État n'est plus présent, que fait-on en matière de sécurité ? Il ne faut pas être obsédé par cette question. Mais il faut en parler », assure aussi Pablo Servigne. L'ancienne ville minière de Loosen-Gohelle (6000 habitants, Pas-de-Calais) est souvent citée comme un exemple en matière de résilience : installation de toitures solaires, création d'une ceinture



*Mouvement altermondialiste international né en 1993 pour coordonner des organisations de petits paysans. La Confédération paysanne fait partie de ses adhérents.

verte, écoconstruction (voir le dossier, *Petites communes, postes avancés de la transition ?*, dans *Sans Transition !* n° 10). Contacté par Alexandre Boisson pour parler résilience et sécurité, Julien Perdrigeat, chef du cabinet du maire écologiste de Loos, n'a pas souhaité aller plus loin dans la discussion avec lui : « *Je suis sensible à cette question de l'effondrement. Mais lorsque j'ai en face de moi une personne qui me parle de sécurité militaire, je m'interroge. À Loos, nous proposons des*

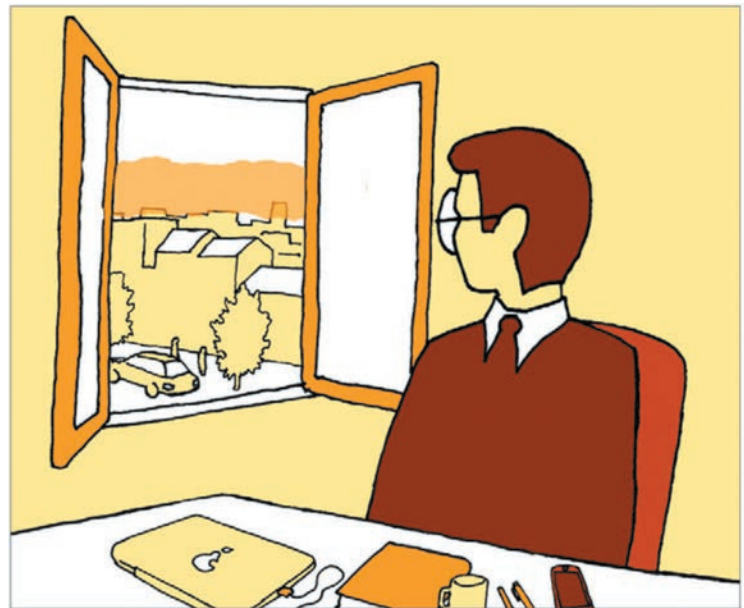
réponses coopératives et inclusives. C'est tout sauf un retranchement dans notre bunker. » Avant d'envisager l'après « *collapse* », certains agissent encore pour le présent.

Retrouvez l'interview de Jean Jouzel sur www.sans-transition-magazine.info

+ D'INFOS

<http://france.attac.org>
www.climatjusticesociale.org

Le mémoire de Pierre Lacroix et l'intégralité de la bande dessinée sont à retrouver ici : urlz.fr/82hz



© Pierre Lacroix

TERRITOIRES EN TRANSITION

PUY SAINT ANDRÉ (05), COMMUNE SOBRE

Atteindre l'autonomie énergétique est aujourd'hui difficile pour une commune car, comme les particuliers, celles-ci doivent se confronter aux limites techniques que représente le stockage de l'électricité d'origine renouvelable (lire dossier sur l'autoconsommation — *Sans Transition !* N° 11). Dans les Hautes-Alpes, la municipalité de Puy Saint André (466 habitants)

planche sur le sujet. Sous son impulsion, plusieurs centrales solaires « villageoises » ont été créées sur des toitures du Pays du Grand Briançonnais. Inspiré par le scénario Négawatt, la collectivité a aussi réduit « *de 30 % ses consommations publiques d'énergie* » grâce à des travaux d'isolation et des actions de sobriété énergétique, selon le maire, Pierre Leroy.



Paul Jorion :

« *La spéculation augmente le risque d'effondrement* »

Propos recueillis par François Delotte

Paul Jorion est anthropologue et économiste. Il est connu pour avoir annoncé le krach de 2008. Il y a un an, il nous alertait déjà sur les risques d'un effondrement financier dont les conséquences seraient pires que celles des «subprimes». Une vision qui prend un tout autre écho aujourd'hui, dans cette crise économique qui pourrait être la pire depuis un siècle.

Dix ans après 2008, est-ce qu'une nouvelle crise pourrait survenir ?

Oui. Beaucoup d'argent a été injecté dans l'économie par l'intermédiaire des banques centrales pour favoriser la relance. Mais l'argent demeure dans les milieux spéculatifs et ne trouve pas sa place dans l'économie. Les salaires ne sont pas assez élevés et les gens n'ont pas ou peu de pouvoir d'achat. Nous sommes dans une bulle. Dans notre société, les gens achètent en empruntant, et pas avec leurs salaires. Cela induit une concentration de la richesse et des fortunes déjà très importante. Ce mouvement s'accélère. Il n'a pas baissé depuis 2008, au contraire.

Quelles pourraient être les conséquences d'une nouvelle crise ?

Elles pourraient être bien pires qu'en 2008, alors qu'elles étaient déjà majeures ! Les États sont davantage endettés, car 2008 leur a coûté très cher et de nombreuses mesures de défiscalisation ont été mises en place depuis. Il y aura un effondrement du système financier sans la possibilité pour les États d'intervenir, comme ils l'ont fait en 2008. À mon avis, l'Union européenne pourrait s'effondrer. L'Euro, qui n'est pas une monnaie fédérale comme le dollar, ne survivrait pas. Ou

bien nous nous retrouverions avec un euro faible en France, en Allemagne et dans le Benelux. Cela provoquerait une énorme récession. Lorsque la finance est bloquée, les entreprises ferment, cela entraîne du chômage, moins de salaires distribués et de pouvoir d'achat.

Avons-nous encore le temps d'agir ?

Certains disent que c'est trop tard depuis l'époque où nous avons commencé à utiliser du charbon, au XIX^e siècle. Dans ce cas, on peut baisser les bras. Mais nous avons à notre disposition des techniques et des technologies qui peuvent agir sur l'environnement. Cependant, même la meilleure des universités est gangrenée par la question de la rentabilité. Est-ce que l'on ne pourrait pas d'abord sauver l'espèce humaine et ensuite régler la question des profits ?

Cette interview est à retrouver dans sa version complète sur notre site internet www.sans-transition-magazine.info

À LIRE

Défense et illustration du genre humain, Paris, Fayard, collection « Documents », 2018, 20 euros

TERRITOIRES EN TRANSITION

UNGERSHEIM « POTASSE » SUR LA TRANSITION



© Florival fr/WikiMédia Commons

Ancienne ville minière, Ungersheim (Haut-Rhin), s'est convertie à la transition sous l'impulsion de son maire, Jean-Claude Mensch

Qu'est-ce qu'on attend ? C'est le nom du documentaire que la journaliste Marie-Monique Robin a consacré à la petite ville alsacienne d'Ungersheim. La commune de 2200 habitants n'a pas attendu que le ciel lui tombe sur la tête pour se mettre à la transition. Le terme lui est d'ailleurs particulièrement adapté, la localité ayant dû faire face à la fin de l'exploitation d'importantes mines de potasse, au tournant des années 2000. Depuis, Ungersheim est montée « en résilience ». « *Nous cherchons à être le plus autonomes possible* », expose le maire, Jean-Claude Mensch. Selon lui, il est produit suffisamment d'aliments bio à Ungersheim pour nourrir la population. La municipalité a aussi investi dans les énergies renouvelables : centrale solaire, panneaux photovoltaïques installés sur les ombrières d'un écomusée et sur des toitures, constructions d'une centrale sur un teruil. Objectif, selon Jean-Claude Mensch : « *Produire l'équivalent des besoins électriques, chauffage compris, de la commune d'ici 2021.* »

DÉTROIT : DU MOTEUR À L'AGRICULTURE URBAINE

C'était l'une des villes symboles de la société « thermo-industrielle », pour reprendre la terminologie collapsologue. Détroit, ex-capitale américaine de l'automobile, a subi de plein fouet la désindustrialisation : fermeture d'usines, friches industrielles, perte de la moitié de sa population entre 1950 et 2010... En 2013, la ville demande une mise en faillite, fait rare pour une grande ville américaine. « Motor City » est aussi souvent citée comme un exemple de résilience. De nombreuses cultures maraîchères et fruitières ont été aménagées par des habitants sur des terrains laissés vacants. La Michigan Urban Farming Initiative (MUFUI), ferme urbaine de 1,5 hectare portée par une organisation à but non lucratif, a notamment vu le jour en 2011. En partie animée par des habitants, elle distribue ses productions gratuitement à une partie de la population, en situation de difficultés économique et sociale.



© Nadir Ali and or 3andathird

Une exploitation de la Michigan Urban Farming de Detroit, en 2017



Alain Caillé, auteur du Second manifeste convivialiste appelle de ses vœux une société plus humaine, libérée du capitalisme rentier et spéculatif.

© DR

ALAIN CAILLÉ

« Le convivialisme, s'opposer sans se massacrer »

Propos recueillis par Élodie Crézé avec Magali Chowvion

Et si le convivialisme était la solution à la crise actuelle ? Était une esquisse du Jour d'après ?

Alain Caillé, sociologue, n'est pas collapsologue. Mais il invite à un vivre ensemble à l'échelle de l'humanité. Dans le respect des autres et de la nature.

Alors que le *Second manifeste convivialiste* vient d'être publié, il s'allie à 300 intellectuels dans le monde pour porter haut son message d'espoir.



© DR

ALAIN CAILLÉ :

« *Il est urgentissime de retrouver le sens du bien commun* »

Propos recueillis par Élodie Crézé avec Magali Chowion

Sociologue et catalyseur du convivialisme, philosophie qui encourage à prendre soin des autres mais aussi de l'environnement, Alain Caillé nous livre une interview à l'occasion de la sortie d'un *Second manifeste convivialiste. Il nous invite, face à l'urgence, à réapprendre à vivre ensemble dans un monde en crise et en perte de sens qu'il faut réinventer.**

**Professeur émérite de l'Université Paris Ouest Nanterre, fondateur et directeur de La Revue du MAUSS (Mouvement anti-utilitariste en sciences sociales).*

Quelle définition simple pourrait-on donner au convivialisme ?

C'est une philosophie de la convivance, terme accepté par l'Académie française, un art de vivre ensemble en s'opposant, mais sans se massacrer et en prenant soin de la nature. La formulation « *sans se massacrer* » apparaît dans l'essai de Marcel Mauss⁽¹⁾, daté de 1925, au sujet de ce qu'il appelle la triple obligation de donner, recevoir et rendre. C'est à travers le don qu'on fait alliance et qu'on fabrique des sociétés. Mais sa conclusion est qu'il faut que les hommes apprennent à s'opposer sans se massacrer, et à se donner sans se sacrifier. Cette définition gomme un peu le côté gentillet qu'on peut trouver dans le mot convivial – on n'a pas trouvé de meilleur nom ! Tout l'enjeu de l'art de vivre ensemble consiste à gérer les oppositions de façon à ce qu'elles deviennent créatrices, fécondes, et non pas destructrices.

Pourquoi avoir écrit un second manifeste ?

Trop de questions théoriques et pratiques restaient à peine effleurées dans le premier. La question du rapport à la nature n'était pas suffisamment développée, celle du rapport à la démocratie n'était même pas évoquée. En effet, il allait de soi en 2013, lors de l'écriture du 1^{er} manifeste, que le convivialisme était démocratique. Il fallait davantage développer l'idée d'un « pluri universalisme », c'est-à-dire l'idée que l'universalisme est pluriel, comme aujourd'hui le rapport entre les différentes religions, cultures, civilisations paraît fondamental. Il fallait aussi entrer dans le détail des mesures politiques pratiques qui étaient proposées, et à peine esquissées dans le 1^{er} manifeste. Surtout, il fallait que le convivialisme devienne international. Les signataires du 1^{er} manifeste, une soixantaine, étaient tous francophones et majoritairement

1) Marcel Mauss, Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques, PUF, coll. « Quadrige Grands textes », 2007, 248 p.

français. Le second est signé par près de 300 personnalités internationales, de 33 pays différents.

Quel est le profil des signataires ?

Ce sont principalement des personnalités intellectuelles et académiques, des philosophes, historiens, économistes, et quelques personnalités militantes, des écrivains et des artistes. Il n'y a pas de personnalités directement politiques. Il nous a semblé important de ne pas apparaître liés à tel ou tel parti politique. Une des forces du convivialisme, c'est qu'y adhèrent des gens d'origines idéologique et politique extraordinairement variées,

des gens très différents se retrouver malgré tout sur un certain nombre de principes communs : notamment autour du constat de l'inefficacité de la plupart des luttes actuelles contre les principales sources de dérèglement du monde. Le consensus porte sur le fait que le facteur principal du dérèglement du monde est la domination, depuis 30 ou 40 ans à l'échelle mondiale, d'un capitalisme rentier et spéculatif, dont l'idéologie est le néolibéralisme. Les milliers d'initiatives qui existent pour vivre dans un monde plus convivial, plus écologique, ne font pas le poids face à cela. Le constat qui justifie l'existence du convivialisme est que nous

« *Le constat qui justifie l'existence du convivialisme est que nous sommes idéologiquement démunis* »

Alain Caillé

de la gauche des gauches au centre droit. Cela permet de montrer que face aux urgences actuelles – climatique, environnementale, sociale mais aussi économique et politique, quand on voit que les équilibres démocratiques sont en train de s'écrouler un peu partout, du Brésil à la Turquie, en Europe de l'Est ou même aux États-Unis à certains égards, – il y a urgence à se mettre d'accord sur quelques principes fondamentaux par-delà les divergentes trajectoires idéologico-politiques des uns et des autres.

sommes idéologiquement démunis. Nous partageons tous des restes des grandes idéologies politiques du passé (libéralisme, socialisme, communisme, anarchisme...) mais tout cela n'est pas à la hauteur de l'époque. Nous avons besoin d'un fonds doctrinal commun à opposer au néo libéralisme, c'est-à-dire un ensemble de valeurs explicitées auxquelles on pourrait se référer. Cet accord idéologique est le préalable à des changements politiques véritablement significatifs.

Justement, face à l'urgence, le chemin à parcourir pour instaurer le convivialisme n'est-il pas trop long ?

C'est tout le problème en effet. Mais ce qui est encourageant, c'est de voir

L'effondrement est-il inexorable ou avons-nous encore une chance de mettre en œuvre des changements significatifs ?

L'espoir est bien d'y échapper ! Parmi

*Solidarité, respect
de la nature, le
convivialisme est-
il pour demain ?*



© Pixabay

les signataires du second manifeste, il y a notamment Pablo Servigne (théoricien de la collapsologie – ndlr). Pour lui l'effondrement est inéluctable, mais en signant, c'est une façon de dire que malgré tout, si on a la possibilité d'agir, il faut le faire.

Dans le *Manifeste convivialiste*, vous fustigez l'hubris, cette propension de l'être humain à être violent et son incapacité chronique à coopérer. Peut-on espérer changer la nature humaine au point d'effacer ce trait ?

On ne peut pas changer la nature humaine, simplement elle est plastique. Elle est tiraillée en permanence entre une aspiration à faire le bien ou au contraire le mal. Dans le manifeste, le projecteur est braqué sur ce problème central qui à mon sens est le celui de l'humanité depuis ses débuts. C'est la propension de l'espèce humaine à vouloir toujours plus, à être perpétuellement insatisfaite et à basculer dans un désir

de toute-puissance. Ce désir a été en partie conjuré à travers l'Histoire par des régulations religieuses, éthiques, politiques ou morales, mais aussi freiné par l'absence des moyens techniques dont on dispose aujourd'hui, qui lui donnent des proportions quasiment apocalyptiques. Il nous faut retrouver des valeurs centrales auxquelles tout le monde puisse se référer, qui sont des valeurs de survie et de coexistence. Pour le dire simplement, il faut refonder une vraie moralité publique. Il y a eu une perte du sens du bien commun, et il est urgentissime de le retrouver.

En quoi l'hubris est-il lié au néo-libéralisme ?

Le néo-libéralisme est l'ennemi déclaré. Nous en proposons une caractérisation assez précise au début du manifeste qui repose sur six allégations : la société n'existe pas, seuls existent des individus ; la soif du profit est une bonne chose ; plus les riches seront riches et mieux ce sera ;

le seul mode de coordination efficace et légitime entre les humains est le marché financier ; il n'y a pas de limite (toujours plus veut dire toujours mieux) ; enfin, il n'y a pas d'alternative. Il s'agit des propositions de Margaret Thatcher. Aucune ne tient debout ni théoriquement ni empiriquement, et pourtant cela forme l'ensemble du discours qui domine le monde depuis plus de trente ans et auquel on ne sait pas s'opposer. Le convivialisme réfute donc ce capitalisme rentier et spéculatif qui est un capitalisme dérégulé.

« Tout l'enjeu de l'art de vivre ensemble consiste à gérer les oppositions de façon à ce qu'elles deviennent créatrices, fécondes, et non pas destructrices. »

Alain Caillé

Comment faire adhérer le plus de monde au convivialisme, convaincre toutes les franges de la population, y compris les plus démunis ?

Il y a urgence à montrer concrètement, avec un texte d'une autre nature que ce manifeste, ce que la grande majorité de la population aurait à gagner au convivialisme. On voit bien que la mondialisation profite environ à 10 % de la population, et à seulement 1 pour 1000 de manière vertigineuse. Il faudrait donc expliquer cela à des catégories de la population qui l'ignorent très largement, c'est-à-dire en France aux gilets jaunes, aux gens de la France périphérique, du monde rural en déshérence, mais aussi aux salariés notamment de la fonction publique, aux gens des cités, aux cadres supérieurs de bonne volonté citoyenne...

Presque tous les partis politiques pensent résoudre les problèmes avec

toujours plus de croissance et d'argent. Or, nous sommes confrontés à une stagnation séculaire de la croissance : ses forts taux ne reviendront pas, et de toute façon c'est insoutenable écologiquement. Il faut donc inventer tout un art de vivre. La question fondamentale qui demeure est comment, sans davantage d'argent, pourrait-on mieux enseigner à l'école, mieux soigner à l'hôpital, avoir une justice plus efficace, des prisons qui ne fabriqueraient pas des délinquants ? Nous devons convaincre la majorité de se dire convivialiste, ne serait-ce que pour devenir le symbole d'un espoir.

Quelle réponse le convivialisme peut-il apporter à la crise sanitaire, sociale et économique causée par le Covid-19 ?

Il est un peu tôt pour vous répondre. L'avenir proche est encore très incertain. Mais il est peu douteux que le monde de l'après-coronavirus devra être moins inégalitaire, plus solidaire, plus convivialiste, donc. Cela passera par l'instauration d'un revenu universel, dont de premières formes risquent d'être expérimentées assez prochainement avec une distribution possible de « monnaie hélicoptère », de l'argent versé directement sur le comptes des citoyens, et notamment les plus démunis.



INTERNATIONALE
CONVIVALISTE ACTES SUD

À LIRE

Second Manifeste Convivialiste,
Actes Sud, février
2020, 9,80 euros.

+ D'INFOS

<http://convivialisme.org/>



En vieillissant, les besoins de consommation s'amoindrissent et les séniors développent, de fait, des comportements responsables

© Pixabay

Quand **LES ANCIENS** virent **AU VERT**

Par Clara Martot

L'écologie est le problème de tous. Si les jeunes générations battent le pavé en réclamant que les dirigeants se bougent enfin pour sauver ce qu'il reste de la planète, les séniors, qui pour beaucoup ont connu la surconsommation et l'industrialisation de masse, consomment aujourd'hui globalement moins en France mais aussi de manière plus responsable. Certains font même le choix de s'installer, à plusieurs, dans les logements verts. Mais en termes d'engagement écologique, tous n'ont pas les mêmes capacités ni la même force de conviction.

SÉNIOR ET ÉCOLO AU QUOTIDIEN, une question de volonté (publique) !

Par Clara Martot

C'est un fait. En France, les personnes âgées consomment moins, et mieux. Et la crise sanitaire actuelle, qui leur impose un isolement parfois douloureux, invite plus que jamais à s'interroger sur ce qui forge leurs quotidiens. Et à conclure qu'en matière d'écologie non plus, les seniors ne sont pas tous égaux.



En ville, les seniors se tournent davantage vers les petits commerces. Mais certains n'ont pas le choix de l'hypermarché.

Consumation minimale, sédentarité... En matière d'écologie, les personnes âgées apparaissent comme de bons élèves. Ces gestes sont-ils naturels ? Ou bien le signe d'une responsabilisation pour cette génération qui, de l'après-guerre aux trente glorieuses, a tant consommé ? « Avant, on ne prêtait pas autant

d'attention aux papiers par terre, note Marie-Elisabeth, retraitée marseillaise de 84 ans. *Aujourd'hui, ça me choque et c'est bien ! Donc je fais attention.* » Des gestes écologiques que cette ancienne comptable impute surtout au vieillissement : « on change, on a moins envie de viande. Et les soucis de santé nous forcent à être responsables. Avec mon diabète, je



© Clara Martot

ne peux pas acheter des plats transformés : il y a trop de sucre. » Cette tendance est confirmée par plusieurs études. « Après le passage à la retraite, on voit moins de monde, on a donc moins besoin d'acheter de la nourriture, de s'habiller ou d'améliorer son intérieur » expliquent en 2012 des chercheurs du Crédoc (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie) ⁽¹⁾. Côté asiette, les retraités sont 90% à manger de saison contre 50% des milléniaux, révèle une étude de Biocoop, qui estime aussi que la démarche zéro déchet est « plus ancrée » chez nos aînés ⁽²⁾.

JARDIN POTAGER

Exemplaires, mais invisibles ? « En France, les personnes âgées n'ont pas forcément de conscience de groupe, contrairement aux plus jeunes », observe Méliissa Petit, sociologue spécialiste des enjeux du vieillissement. Pourtant, aux

« L'écologie est un droit pour les séniors, voire même un devoir ! »,

Méliissa Petit, sociologue

États-Unis, la lutte environnementale est portée par des féministes âgées autour de l'actrice Jane Fonda. En Belgique, des séniors ont créé une association : Grands-parents pour le climat. Pourquoi pas ici ? « Je rêve de voir émerger un collectif. La difficulté, c'est que dès qu'on parle de militantisme de personnes âgées, la société va les marginaliser. Or, l'écologie est un droit pour les séniors, voire même un devoir ! » Et

les initiatives individuelles ne manquent pas. Dans la région de Limoges, Noëlle, 86 ans, explique limiter sa consommation alimentaire par une pratique millénaire : le jardin potager. « Je pense à l'écologie. Même si avec ma petite surface, je n'arriverai pas à m'auto-suffire. » Un comportement typique selon Philippe Cardon, auteur de plusieurs études sur l'alimentation des séniors ⁽³⁾ : « on estime que 40% des retraités possèdent un potager. C'est énorme ! Mais c'est naturel : l'auto-consommation, c'est l'idéal des milieux populaires. On observe aussi des séniors

40% des retraités possèderaient leur propre potager.

(1) « Comment consomment les séniors ? » Crédoc n°296 (décembre 2012)

(2) Une étude quantitative sur les habitudes Zéro Déchet des Français, réalisée par Opinion Way pour Biocoop (octobre 2019)

(3) Regard sociologique sur les pratiques alimentaires des personnes âgées vivant à domicile, Philippe Cardon, Gérontologie et société (n° 134)

BABY-BOOMERS ET SURCONSOMMATION

En termes d'écologie, chaque génération s'illustre à sa manière. Pour le sociologue Philippe Cardon, il est crucial de différencier deux groupes. « Les personnes qui ont 85 ans aujourd'hui ne vont pas définir l'écologie. Elles ne vont pas changer leur comportement, que celui-ci soit bon ou mauvais. Mais globalement, elles ont toujours consommé responsable. En revanche, l'enjeu est différent pour les retraités baby-boomers. Ils ont grandi dans la surconsommation. »

La bonne nouvelle ? À l'aise avec les codes du marché, les jeunes seniors sont plus enclins à faire évoluer leurs comportements. Comme Isabelle, enseignante à la retraite de 72 ans : « Avant, je trouvais que le bio, c'était de la surenchère donc j'allais au Leclerc et c'était réglé. Mais il y a quelques années, ma fille m'a offert un livre sur l'industrie agro-alimentaire. Ma conscience écologique est née. Depuis, j'ai basculé vers Biocoop ! »

aisés qui s'y mettent pour le loisir. Dans tous les cas, ces générations sont nées avec l'idée de consommer frais. »

PETITES RETRAITES

Question loisirs, Noëlle ne se prive pas non plus du grand air : « Je fais de la randonnée avec un club. Près de chez moi, ça revient pas cher. Mais dans les grandes villes, beaucoup de personnes âgées n'ont pas les moyens de payer une adhésion annuelle ! » Comme pour toutes les générations, l'écologie des seniors est aussi une question de porte-monnaie. « En ville, les seniors vont se tourner vers les petits commerces. Mais en périphérie et chez les ménages plus

modestes, on privilégie l'hypermarché » note Philippe Cardon. Un défi donc financier, pour une population parfois tributaire de petites retraites : « je vote écolo depuis 1974, mais je renonce souvent au bio à cause des prix » regrette Philippe, 82 ans. Ce parisien compense alors en n'utilisant « que les transports publics. Mais j'ai des bus au pied de mon immeuble. Je suis un privilégié », concède-t-il.

UNE AUTRE TERRE

En termes de mobilité, c'est la fracture territoriale qui détermine les comportements. Et il est souvent difficile de renoncer à la voiture. « D'une part, les retraités d'aujourd'hui ont grandi avec l'idée que la voiture, c'était la liberté, explique la psychosociologue Catherine Espinasse. D'autre part, la voiture est souvent investie comme le dernier outil permettant de rester autonome. Le deuil de l'objet-voiture ne peut s'opérer que si l'offre de transports publics est à la hauteur. » À chacun ses moyens donc, mais Philippe est certain d'une chose : Ou la nostalgie sous forme de prise de conscience.



© DR

Selon la sociologue Mélissa Petit, la société a tendance à marginaliser la parole publique des seniors

+ D'INFOS

<https://gpc climat.be/>



LE POISSON NATURELLEMENT SI BON



PÊCHE RESPONSABLE

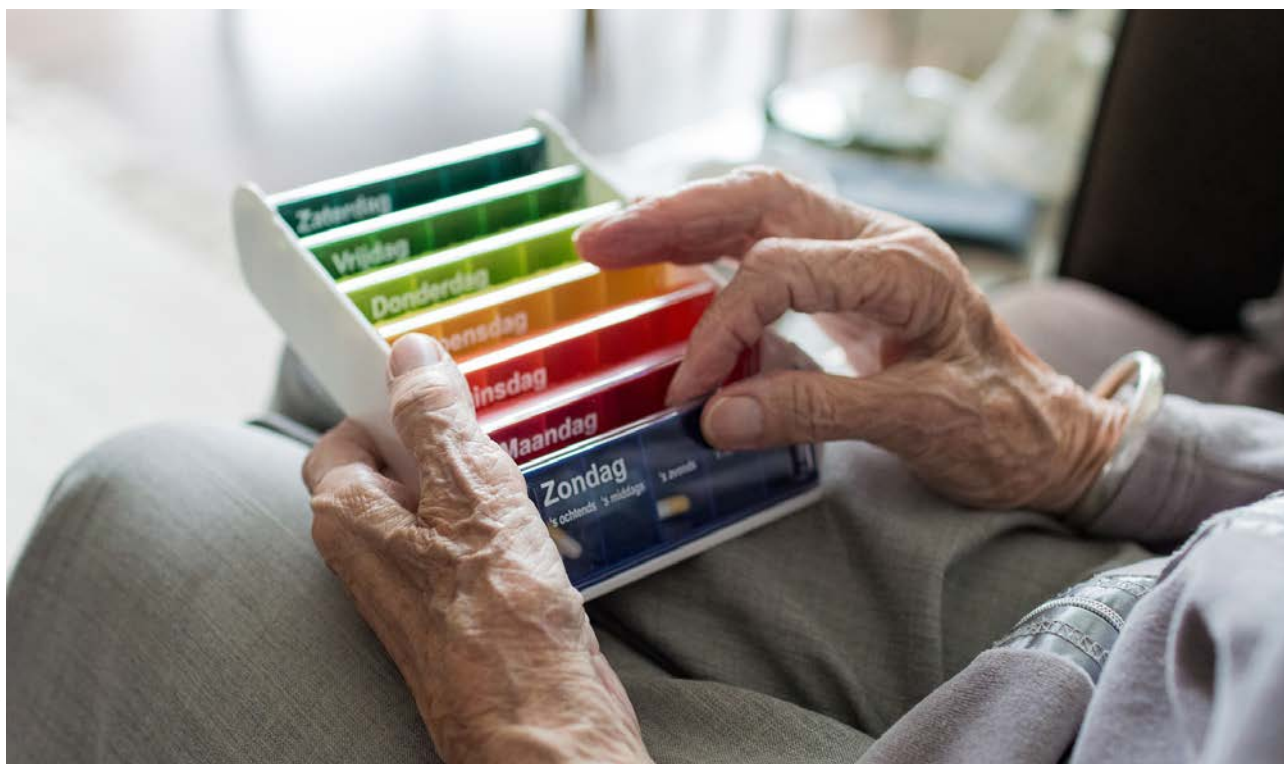
Démarche contrôlée par un organisme indépendant



MÉDICAMENTS : soigner sans surdose

Par Clara Martot

En France, les personnes de plus de 65 ans avalent en moyenne sept médicaments par jour. Plusieurs études montrent que nombre d'entre eux sont superflus, ou pire, présentent des risques. Or des alternatives permettent de ralentir la cadence. De quoi renforcer ses défenses immunitaires tout en préservant la planète.



© Pixabay

*Pour les séniors,
réduire les
« ordonnances
à rallonge »
est autant
une urgence
écologique que
sanitaire*

Sept médicaments par jour ⁽¹⁾. C'est ce que consomment, en moyenne, les séniors en France. De quoi faire la part belle à l'industrie pharmaceutique, pas spécialement connue pour ses vertus écologiques. Depuis 2018 et grâce à une étude canadienne, nous savons même que cette in-

dustrie produit plus de gaz à effet de serre que les usines automobiles ⁽²⁾. Pourtant, face à la surconsommation, réduire les doses est autant un enjeu écologique que de santé publique. Et cela peut commencer par des gestes simples : « *je me tiens à l'essentiel. Si j'ai un rhume, je me repose et je laisse passer* » explique Jean, 77 ans.

Ce retraité du tourisme s'est promis une chose : « *ne jamais prendre de médicament pour le sommeil. Si on commence, on se crée des besoins.* » Sans se dire écolo, Jean estime tout simplement « *faire attention à l'environnement* ». Il ne prend donc que deux pilules par jour et elles sont essentielles à sa santé : des anti-coagulants.

ORDONNANCES À RALLONGE

Ce type de médicament est souvent prescrit aux personnes âgées. Tout comme les anti-diabétiques, les anti-hypertenseurs... En clair, des soins sur lesquels il est presque impossible de faire l'impasse quand on avance dans l'âge. Mais le haut du palmarès des médicaments prescrits aux séniors cache aussi des résultats plus étonnants : anti-dépresseurs, anxiolytiques, somnifères... Soit, des problèmes que l'on peut en majeure partie confier aux herboristes, naturopathes, réflexologues et

« La méditation, l'hypnose, les plantes, cela permet d'encourager l'autonomie et maintenir actif. »

Serge Guérin, sociologue du vieillissement

autres professionnels de santé plus écolos. D'autant que l'association de médecines douces, en plus de réduire l'empreinte carbone, pourrait sauver des vies. Selon une étude menée par deux associations en 2017, 7500 personnes âgées décèdent chaque année en France à cause d'une prise médicamenteuse⁽¹⁾. La solution, selon les auteurs : « *réviser les ordonnances à rallonge* ». Comment induire ces nou-

veaux comportements, chez les patients comme chez les médecins ? : « *Il y a une contrainte claire*, explique Serge Guérin, sociologue du vieillissement et auteur d'un livre sur les médecines alternatives⁽³⁾. *En vieillissant, on multiplie les soucis de santé, et souvent les médecins prescrivent sans trop laisser le choix.* »

ÉCOLO, BON POUR LE MENTAL

Le chercheur se montre tout de même optimiste : « *Aujourd'hui les médecins prescrivent peu de médecine douce. Mais il y a 20 ans, ils ne disaient jamais aux séniors de faire de la marche, alors qu'aujourd'hui, ils le disent tous ! Il y a eu une prise de conscience. En fin de vie, on ne peut plus tout régler à base de pilules. L'objectif est d'entretenir sa forme physique. Aujourd'hui, le personnel médical prend le même chemin avec la méditation, l'hypnose et les plantes par exemple, qui sont introduites peu à peu en maisons de retraite.* » L'avantage de ces méthodes écolos ? « *Encourager l'autonomie et maintenir actif.* » C'est exactement le constat dressé par Françoise, professeure d'espagnol de 61 ans : « *je suis l'écolo de la famille. Quand mon mari, plus âgé que moi, a eu un cancer, il a subi un traitement lourd. En complément et avec l'accord de ses médecins, je l'ai encouragé à prendre du ginseng, des oligo-éléments... Il y a peut-être un effet placebo mais ça fonctionne car face à la maladie, le moral est central.* » Une manière d'allier écologie, médecine douce et ondes positives.

+ D'INFOS

<https://theconversation.com/lindustrie-pharmaceutique-emet-plus-de-gaz-a-effet-de-serre-que-lindustrie-automobile-118251>

https://www.60millions-mag.com/sites/default/files/asset/document/60millions-170921-polymedication_seniors.pdf



Le sociologue Serge Guérin observe que les médecines douces s'introduisent doucement en maisons de retraite.

(1) « Réviser les ordonnances à rallonge chez les séniors pour limiter les risques », Open Health pour France Assos Santé et 60 Millions de consommateurs (décembre 2017)

(2) « Carbon footprint of the global pharmaceutical industry and relative impact of its major players », Lotfi Belhir & Ahmed Elmehri, Journal of Cleaner Production (n° 214)

(3) *Médecines Complémentaires et Alternatives. Pour et Contre ?*, éd. Michalon (2019)

HABITAT PARTAGÉ : pour sortir de l'Ehpad

Par Clara Martot

Depuis une dizaine d'années, des projets alternatifs à l'Ehpad se multiplient en France. Prenant souvent la forme d'associations ou de coopératives, ces initiatives sont portées par les personnes âgées elles-mêmes, désireuses d'une fin de vie digne et dans le respect de l'environnement.



Ecoravie, habitat inter-générationnel dans la Drôme, accueille à ce jour 45 résidents

© Ecoravie

Fin des années 1990, la militante féministe Thérèse Clerc imagine une résidence autogérée pour femmes de plus de 60 ans. Plus de vingt ans plus tard, sa Maison des Babayagas s'est érigée en exemple. Au départ, le projet basé à Montreuil ne met pas en avant un idéal strictement écologique. Mais en refusant au maximum l'aide d'intervenants extérieurs et les équipements médicalisés, il s'impose comme un modèle vert de fait. Parce que l'autogestion permet souvent de déboucher, comme ici, sur des réflexions autour de l'approvisionnement en nourriture, de la dépense énergétique, ou encore du partage des biens matériels. Époque oblige, plusieurs Ehpad cherchent à prouver que les modèles d'hébergements traditionnels peuvent aussi se mettre au vert. Le geste compte, puisque ces établissements hébergent chaque année près de 6000 résidents (soit 20% des plus de 85 ans). Parmi les gestionnaires de structures, de grands groupes lucratifs comme Korian ou Colisée affichent aujourd'hui leurs efforts d'optimisation énergétique ou de réduction des déchets. Et dans la grande famille des maisons de retraites médicalisées, certaines démarches sont plus abouties que d'autres. C'est le cas

de l'Ehpad associatif Simon-Bénichou à Nancy. Avec l'arrivée d'une nouvelle directrice en 2014, l'établissement a mis peu à peu à disposition de ses 67 pensionnaires poulailler, potager, système de compost et même marché bio ! Mais si le modèle de Simon-Bénichou est régulièrement cité en exemple, certains irréductibles écologistes préfèrent façonner de toutes pièces leur propre habitat. En autogestion.

PAILLE, BOIS ET TUILES

En 2009 dans la région lyonnaise, plusieurs enseignants en fin de carrière imaginent une forme d'habitat coopératif pour leur retraite. Le terrain doit être proche de la métropole pour ne pas rompre le lien avec la famille et les habitudes. En 2012, l'association devient une SAS coopérative, un modèle plus adapté à la levée de fonds. En 2017, la résidence Chamarels « *Les Barges* » est livrée. Dans cet immeuble de 18 logements à Vaux-en-Velin, chaque résident possède son logement et les décisions sont prises en collectif. « *Mon souhait initial était de ne pas embêter mes enfants en vieillissant et de rester active* » explique Anne, 66 ans, résidente depuis l'année dernière. Elle ajoute d'emblée : « *dans le groupe de départ, plusieurs personnes avaient déjà un vécu très écolo. Lorsqu'il a fallu réfléchir à toutes les caractéristiques du bâtiment, l'impératif écologique s'est imposé* ». Les murs ont été montés en paille, bois et tuiles. Des panneaux solaires permettent de chauffer l'eau, de grandes baies vitrées laissent passer le soleil et limitent la consommation de chauffage.

TOILETTES SÈCHES

Dans le département de la Drôme, les tenants du projet Écoravie ont, quant à eux,



© Écoravie

Initiatrice du projet Écoravie, Claire a imaginé des logements écologiques et adaptés aux séniors.

érigé leur projet en pleine campagne : « *il n'y avait pas de route qui menait au terrain. On a tracé nous-même notre voie d'accès !* » déroule Claire, 80 ans. Elle est l'une des initiatrices du projet, débuté il y a 13 ans : « *On rêvait d'avoir chacun nos petites maisons, mais on a opté pour des appartements, plus écologiques. Chacun*

« On a opté pour des appartements, plus écologiques. Chacun est adapté aux fauteuils roulants. »

Claire, 80 ans, initiatrice d'Ecoravie

est adapté aux fauteuils roulants. » Les quelque 45 résidents ont aussi choisi un système de toilettes sèches. Enfin, contrairement aux Chamarels, la coopérative Écoravie n'est pas réservée aux séniors : « *l'intergénérationnel est le fondement-même du projet* » explique Claire. De quoi favoriser la solidarité et, surtout, préserver au maximum l'autonomie des « *Anciens* ».

+ D'INFOS

www.ecoravie.org
cooperativechamarel.wordpress.com
www.ehpad-benichou.fr



Un certain nombre de boulangers utilisent des mélanges tout prêts des meuniers pour leurs pains spéciaux.

© Pixabay

Faire que

LE PAIN

RETROUVE SA SUPERBE

*Marie Albessard, Magali Chouvion,
Hélène Saveuse et Marie-Pascale Vincent*

Symbole de la culture française, la baguette a perdu de sa superbe. La place du pain a évolué, sa fabrication s'est modernisée et sa consommation est en chute libre : il y a un siècle, nous consommions environ 800 g de pain par jour. Désormais, même si 98 % des Français mangent toujours du pain, seulement 10 % en consomment à chaque repas. La fin du pain ? C'était sans compter la résistance de certains boulangers.

BOULANGERIE : un autre pain est possible !

Par Marie Albessard

Le sacro-saint pain français tente de se réinventer. Dans un contexte mondialisé où l'homogénéisation des goûts et la robotisation ont plombé nombre d'artisans et ont fait une place aux acteurs industriels, des initiatives et pratiques émergent pour redonner à la boulangerie ses lettres de noblesse.



En France, la moitié du blé est écrasé par cinq groupes meuniers.

© I. Waiche

Début 2020, la Confédération nationale de la Boulangerie-pâtisserie lançait le label « *Boulangier de France* », pour distinguer aux yeux des consommateurs les boulangeries traditionnelles des acteurs industriels. Cette distinction s'ajoute à celle à peu près équivalente du « *Pain de tradition française* » de 1993 qui reposait les ingrédients et savoir-faire de la boulangerie artisanale. Elle est tout simplement donnée au « *fait maison* », c'est à dire à ce qui semblerait – à nous consommateurs – la base. Mais il faut dire que la concurrence est rude dans le monde de la boulangerie ! Si les artisans conservent la majorité des parts de marché (55 %), ils sont talonnés par les industriels, parmi lesquels les grandes surfaces (25 %) et les franchises (20 %) comme Paul, Marie Blachère... L'initiative de la confédération dit-elle en creux la perte de lisibilité et de confiance qui s'est installée entre les consommateurs et leurs boulangers ? À l'heure où ils scrutent à grand renfort d'applications la composition de leur alimentation, la confection du pain est dans un angle mort. « *Peut-être est-ce parce que nous pensons le connaître : farine, eau, sel, levure. Les ingrédients*

semblent simples, naturels. Dans l'océan de la malbouffe, notre pain apparaît comme un îlot préservé », écrit Marie Astier, journaliste dans son ouvrage *Quel pain voulons-nous ?* Pourtant, la panification n'est pas épargnée par l'industrialisation et la mondialisation : blés sélectionnés, farines homogénéisées, goûts standardisés... Le pain perdrait-il de sa saveur ? Est-ce la raison de son « abandon » par les Français dont la consommation est passée de près de 800g/jour il y a un siècle à moins de 100g aujourd'hui ?, comme le souligne Steven Laurence Kaplan (lire p73) ? En quête de sens, des professionnels concourent à redonner toute son authenticité à ce symbole du savoir-faire à la française.

DES BLÉS SÉLECTIONNÉS

« Lorsque j'ai commencé mon blog en 2011, beaucoup de boulangers utilisaient des préparations de meuniers prêtes à l'emploi, pensant développer leur offre et gagner en

« Les ingrédients semblent simples, naturels. Dans l'océan de la malbouffe, notre pain apparaît comme un îlot préservé »,

Marie Astier

facilité. Heureusement, on arrive à la fin de ce cycle. Les boulangers ont compris que le consommateur cherchait avant tout de la qualité. Du coup, on assiste à deux mouvements parallèles : l'offre de boulangerie industrielle est de plus en plus

présente et a contrario les artisans tiennent à démontrer leur savoir-faire » décrypte Rémi Héluin, boulanger et auteur du blog Painri-sien. Si les boulangeries artisanales ont peu à peu perdu du terrain face aux industriels,

c'est que beaucoup ont cédé un temps aux sirènes d'outils facilitants, machines et farines souvent « stabilisées » par des ajouts de gluten, d'enzymes... simplifiant leur travail et garantissant une qualité homogène. Au grand dam de la qualité et de la diversité ! « Ces farines assurent du volume au pain et même s'il y a de petites erreurs techniques, ça ne joue pas sur la qualité du pain qui reste constante », indique encore Rémi Héluin. Et comme les farines proviennent, selon l'Association nationale de la meunerie française, de 4

DU GLUTEN DANS LE BLÉ... ET LA FARINE

Le gluten se forme lorsque l'on mélange farine et eau et résulte des protéines de réserve naturellement présentes dans le blé. Il est indispensable pour garantir aux pâtes leurs qualités technologiques (élasticité, ténacité...). Dans la pâte à pain, il permet aux bulles de CO₂ produites par la fermentation de gonfler sans éclater. Souvent pointé du doigt dans l'hypersensibilité non cœliaque, des recherches en cours doivent déterminer sa responsabilité. L'apport de gluten a évolué avec l'industrialisation : « Les blés anciens, cultivés dans les conditions actuelles, sont plus riches en protéines (donc en gluten, NDLR) que les blés modernes. Cela s'explique par une corrélation négative entre rendement et teneur en protéine : plus le premier augmente, plus la seconde diminue », assure Catherine Ravel, ingénieure de recherche à l'INRA qui mène une recherche sur la digestibilité des protéines du blé. Son étude pourrait permettre la prise en compte de cet aspect dans la sélection des blés. La teneur en gluten des blés actuels étant moins forte, les industries ont appris à extraire le gluten pour en ajouter dans la farine une version moins qualitative, afin de faciliter la panification.



L'utilisation de levain induit un temps de repos de la pâte long.

© Le chant du blé

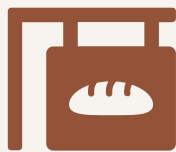
groupes qui écrasent la moitié du grain français, le pain peut aussi être constant d'une boulangerie à l'autre. Et les regroupements dans le secteur devraient continuer, accentuant un certain rapport de force et contribuant, selon Rémi Héluin, à une uniformisation dans la boulangerie. Le développement massif du pain blanc, la mécanisation des fournils, la libéralisation du prix du pain (1978) qui ont permis aux industriels de casser les prix ont aussi participé à bouleverser les pratiques. À partir des années 1950, on sélectionne les blés pour s'adapter à l'agriculture intensive : « *Pour le pain, ça a été dramatique*, indique Charles Poilly, paysan boulanger et co-président de Semences paysannes. *Avant, les anciens attendaient que le dernier nœud du blé soit sec pour moissonner. Aujourd'hui, on voit des blés prêts à moissonner avant même que la paille sèche !* » Heureusement, certains travaillent autrement ! Ainsi, le réseau Semences paysannes milite pour diversifier les semences et favorise les échanges entre paysans. « *Quand on se promène, on voit des blés identiques, tous de même hauteur. Or la diversité est très importante, notamment pour l'adaptabilité aux changements climatiques et aux contextes de cultures, différents d'une région à l'autre* » précise-t-il encore. Olivier Duchêne, doctorant à Agro Paris Tech et à l'Isara étudie, lui, la culture de céréales vivaces en vue de la panification pour qu'elles soient « *plus adaptées aux effets du réchauffement climatique, plus flexibles pour l'agriculteur et meilleures pour les sols* ».

TRACABILITÉ

Reste que le boulanger a peu à peu été dépossédé de son rôle. « *Si nous voulons une diversité et un respect tout au long de la filière des gens et de la nature, il faut*

EN CHIFFRES

10 milliards de baguettes sont vendues chaque année



De 55 000 boulangeries artisanales en 1970, il reste 32 000 aujourd'hui



De 800g de pain/jour, seulement 90g sont consommés aujourd'hui



De 6 000 meuniers en 1950, seuls 450 existent aujourd'hui

que les boulangeries cessent d'être le bout d'une chaîne industrialisée en amont », indique Marie Astier. Car l'opacité règne en maître. « La solution serait que le boulanger questionne son fournisseur sur ce qu'il y a dans sa farine, à qui il achète le blé... Mais les meuniers communiquent peu et considèrent que cela ne regarde pas le boulanger, précise Rémi Héluin. Il faudrait casser ce modèle et que le boulanger reprenne le pouvoir. » C'est justement pour reprendre le contrôle de la chaîne blé-farine-pain que des paysans-boulangers font leur apparition, à l'image de Cyril Beaulieu, Olivier Clisson (lire p.76) ou Charles Poilly qui plantent leur blé, possèdent leur propre moulin et font leur pain au four à bois. « Je sème mon blé et je le regarde pousser, là où un agriculteur va faire jusqu'à 10 passages par an de produits (engrais, pesticides...). J'ai moins de travail, moins de gaspillage et à la fin je gagne davantage d'argent, précise Charles Poilly. Et puis, je suis dans une démarche de slow panification, au levain, avec un temps de pause long. La texture de la pâte est douce et souple. Et les qualités organoleptiques (goût, aspect, odeur, NDLR), sans commune mesure ! » On est loin des blés sélectionnés pour

leurs qualités technologiques et non gustatives. Et des farines « améliorées » pour produire un meilleur aspect, une meilleure conservation... « Mais attention, nuance Rémi Héluin, n'opposons pas paysan-boulangers et boulanger ! On doit tous coexister, en travaillant selon notre

« Il faudrait casser ce modèle et que le boulanger reprenne le pouvoir. »

Rémi Héluin

niveau d'engagement. L'important est la sincérité que l'on met dans notre produit ». Ainsi, outre les paysans-boulangers, de nombreux professionnels ouvrent la voie à une pratique plus libre de la boulangerie. Comme Le Bricheton (Paris) avec ses pains aux céréales paysannes et au levain ou Antoinette (Lyon) qui ne propose que des gros pains et de la brioche. Rémi Héluin croit fermement au modèle du boulanger meunier qui « sélectionne son blé chez l'agriculteur et qui a son moulin. Cela implique d'autres méthodes de travail. Mais ainsi, le boulanger pourra regarder le consommateur dans les yeux et lui dire qu'il sait ce qu'il y a dans son pain. »

Le « PAIN FRANÇAIS » en question

C'est à l'initiative de la profession qu'a été mise au point l'appellation « *Pain de tradition française* » qui a fait l'objet du décret Pain de 1993. Ce pain a été mis au point afin de sauvegarder les spécificités de la panification française face à l'élargissement de l'emploi des additifs lié à l'harmonisation des réglementations dans le cadre européen. Il garantit notamment que le pain est fabriqué, pétri et cuit sur place. Le pain de tradition française, dont la fameuse « *Baguette de tradition* », a sa composition précisée par les

dispositions de l'article 2 de ce décret. Elle se caractérise par une farine absente d'additifs, très peu de pétrissage, une première fermentation longue et une cuisson poussée. Par ailleurs, aucun traitement de surgélation n'est possible, excluant – de fait – toute production industrielle. Après un démarrage assez lent de ce produit, on constate aujourd'hui un fort développement de ses ventes. En effet, ce produit est apprécié des consommateurs et il permet aux artisans de se démarquer des produits industriels.



Un certain nombre de boulangers utilisent des mélanges tout prêts des meuniers pour leurs pains spéciaux.

© Pixabay

+ D'INFOS

www.boulangerie.org - painrisien.com - www.semencespaysannes.org



© DR

Steven L. Kaplan :

« *Dénoncer la médiocrité
de la production artisanale* »

Propos recueillis par Magali Chowion

Steven Laurence Kaplan est professeur d'histoire à l'université de Cornell, à New York, et également chargé de cours à l'Institut d'études politiques de Paris et à l'École normale supérieure. Francophile et spécialiste de l'histoire sociale, cet américain est un spécialiste du pain. Il vient de publier aux éditions Fayard *Pour le pain*, un plaidoyer dans lequel il lance un cri d'alarme et d'amour pour le pain.

De plus de 700g de pain par jour il y a 150 ans, nous sommes passés à près de 80g par personne aujourd'hui. Les Français ont-ils « abandonné » leur pain, comme vous le mentionnez ?

Il faut bien comprendre que, pour les Français, le pain est un héritage, une part de leur identité. Il existe une « culture du pain » dans le pays. Pendant des centaines d'années, il a imprégné leur vie, jusqu'à leur langage, qui comprend de nombreuses métaphores autour du pain - « *gagne-pain* », « *bon comme du bon pain* »... Cette culture est assortie d'une bien-pensance, d'une pensée unique, qui nous relate une filière qui est systématiquement idéalisée, romantisée... Mais loin des réalités ! C'est la confédération nationale de la

« *Les 3/4 des Français mangent 6 milliards par an de baguettes de consommation courante, dites baguettes blanches. Ce pain est lessivé, dénaturé, inodore et insipide !* »

boulangerie française, qui représentait autrefois près de 95 % de la profession mais qui se trouve aujourd'hui en perte de vitesse, qui fait depuis des décennies des acrobaties, des tentatives de reconquêtes, pour retrouver son éclat d'antan.

Dernière campagne et lancement de marque en date : « *Boulangier de France* », en début d'année. Une fois encore, après 1993 et 1998, l'objectif est d'inciter les boulangers à refaire du pain de qualité. Car si les gens ne mangent plus de pain, c'est d'abord parce que la qualité n'y est plus !

Mais justement, comment peut-on reconnaître un pain de qualité ?

C'est une excellente question, car on ne peut pas se permettre de manier la notion de qualité comme si elle pouvait échapp-



© DR



© DR

per à une définition rigoureuse. De quelle qualité parle-t-on ? Hygiénique ? Organoleptique ? Sensorielle ? Économique ? Cette question est très difficile. Les gens de la filière pensent que c'est une notion transparente et universelle. Mais c'est faux ! Car aujourd'hui ce sont des marketeurs qui affirment que la qualité est meilleure ici, avec un meilleur goût. Mais comment savoir ce qui est meilleur sans le définir ? Un pain au levain ? Un pain bio ? Le pain d'un paysan boulanger ? Est-ce que le boulanger « *goûte* » réellement son pain chaque jour pour en vérifier la qualité ?



À LIRE

Pour le pain, S. L. Kaplan, Fayard Ed, janv 2020, 368 pages, 22 euros.

Pourtant, des critères existent-ils ?

Oui, un bon pain doit d'abord avoir une belle qualité sensorielle. Dès la vue. Son aspect doit provoquer de l'enthousiasme. Un pain doit aussi avoir une belle croustillance, ce qui est propre au pain français. Quant à la mie, on l'attend nacrée ou crème, à la fois moelleuse au toucher et charnue, avec des cavités de

tailles irrégulières. Enfin, le pain doit dégager de nombreux goûts et arômes, à la manière d'un bon vin.

Cette baguette idéale n'est-elle pas celle que l'on consomme chaque jour en France ?

Absolument pas ! Les 3/4 des Français mangent 6 milliards par an de baguettes de consommation courante, dites baguettes blanches. Ce pain est lessivé, dénaturé, inodore et insipide ! Alors que seulement 1/4 de la population va se tourner vers la baguette de tradition, pourtant protégée par le décret Pain de 1993. Pourquoi les Français ne discernent-ils plus les différences organoleptiques et la qualité concrète du pain ? On peut accuser la mondialisation, et c'est en partie vrai. Car le goût de la mondialisation est standardisé et uniformisé. C'est un goût sans goût. Mais pas seulement. Nous sommes tous responsables de cette routine. Consommateurs et boulangers pourraient imposer le vrai goût du pain.



© DR



© DR

À vous entendre, les artisans sont donc en partie responsables de ce désamour du goût. Comment l'expliquez-vous ?

En fait, les boulangers n'ont pas su se remettre en question lors du passage, dans les années 50, du « *pain nécessité* », au « *pain plaisir* ». Jusque-là, le but de la vie était d'acquérir le pain quotidien. Nous en consommions plus de 700g chacun chaque jour au XIX^e siècle ! Et au XX^e, durant les deux guerres mondiales, notre dépendance au produit était totale. Puis, on a pu se « *libérer* » du pain. C'est à dire consommer d'autres aliments grâce à une hausse générale du niveau de vie, en parallèle d'une diminution des besoins nutritionnels, due entre autres à la mécanisation. Consommer du pain n'était plus une nécessité mais un plaisir ! Peu de boulangers ont saisi cette transition. Ils se pensaient toujours indispensables et ont continué à faire un pain très médiocre. Seuls quelques virtuoses se sont tournés vers des

pains spéciaux, des pains rustiques... pour amener le consommateur vers de nouveaux goûts. Ce sont les grands boulangers d'aujourd'hui.

L'industrie du pain est souvent pointée du doigt. Mais est-elle responsable de cette situation ?

Les boulangers se plaignent sans cesse de « *l'industrie* » qui représente environ 42 % des ventes. Elle est devenue, pour eux, le symbole de leur déchéance. Mais c'est faux ! Car c'est ce même discours qui a mené au décret pain en 931 et qui a donné de nouvelles bases à la boulangerie artisanale. Mais depuis, rien n'a changé ! La bonne réponse au désamour du pain des Français, ce n'est pas de dénoncer l'industrie, mais la médiocrité de la production artisanale. Si les boulangers avaient su, dès le début, jouer la carte de la qualité, le problème ne serait pas l'industrie car il n'y aurait plus de problème ! Les boulangers doivent se remettre en question.

BOULANGERS : ils redonnent au pain ses lettres de noblesse

Qu'ils soient boulangers, meuniers ou même agriculteurs, ils souhaitent redonner le bon goût du pain. Tour de France de quelques initiatives remarquables.

EN ISÈRE, GUILLAUME DUBOURG EST BOULANGER ITINÉRANT

par MA

À 49 ans, Guillaume Dubourg dit avoir « *roulé sa bosse* ». Pourtant, c'est sur des roulettes qu'il a choisi d'opérer sa cinquième reconversion professionnelle de boulanger itinérant. Dans une tiny house roulante, le professionnel pétrit manuellement sa pâte confectionnée avec du levain maison et de la farine bio locale. Après 5 heures de repos, la voilà prête à cuire dans son four à bois. « Je suis pour la relocalisation

de l'économie, je préfère acheter plus cher et soutenir un modèle agricole bio, écologique et bon pour notre santé et celle des générations futures », explique-t-il. Il tenait aussi à mener son projet de la façon la moins énergivore possible. Trois jours par semaine, il vend ses pains dans trois villages d'Isère dépourvus de commerces : « *Je veux ramener de la vie dans ces villages. Et cela marche tellement bien que j'aimerais essayer de ramener d'autres producteurs pour créer des marchés* », envisage-t-il.

Plus d'infos : la-boulangerie-itinerante.fr



© La boulangerie itinérante

EN BOURGOGNE, CYRIL BEAULIEU PRÔNE UNE RELOCALISATION DE L'ALIMENTATION

par MA

« Au gré de mes recherches sur l'alimentation, j'ai pris connaissance des injustices que vivent les agriculteurs, qui doivent nourrir les autres mais peinent à vivre. J'avais à cœur de prendre ma part pour proposer autre chose », explique Cyril Beaulieu pour expliquer son engagement professionnel. Ce paysan boulanger de 34 ans, auparavant ingénieur, s'est installé en groupement foncier agricole au capital social duquel

ont abondé 120 sociétaires, en grande majorité des habitants des environs. Leur investissement a permis d'acquérir ces terres, sur lesquelles il cultive son blé, réalise sa farine et cuit son pain. Une brasserie, une éleveuse de poules pondeuses et un maraîcher en permaculture sont également installés sur l'exploitation. Tous travaillent dans un état d'esprit commun : repenser l'acte de production, tendre vers le bio... En impliquant les consommateurs dans l'économie de son activité, Cyril Beaulieu cultive transparence et proximité avec eux.

Plus d'infos : alternatives-agriculturelles.fr



Sur le GFA où est installé Cyril Beaulieu sont aussi installés un élevage de poules pondeuses, une brasserie et une production maraîchère en permaculture.

© DR

LE BRETON OLIVIER CLISSON AMÈNE SON BLÉ JUSQU'AU CONSOMMATEUR

par MA

Sur sa ferme à Parthenay-de-Bretagne, près de Rennes, Olivier Clisson et son épouse Lisa cultivent un verger, ont un troupeau de bovins, quelques moutons... Et 4,5 hectares de blé et un moulin. Ce paysan-boulangier de 47 ans cultive des variétés de blés sélectionnés par des biodynamistes allemands et suisses. « Comme on fait le pain qu'on aime, on fait le blé qu'on aime ! », lance-t-il. Sa farine, il la moule lui-même dans un petit moulin à meules en granit et travaille ensuite manuellement son pain au levain, le laisse reposer dans le fournil avant de le cuire au four à bois. « Mon travail demande plusieurs compétences : agriculteur, stockeur, meunier, boulanger, commercial... Mais humainement, c'est plus enrichissant d'amener un blé jusqu'au consommateur », précise-t-il. Le professionnel apprê-

cie de faire des choix à chaque étape de son travail, réalisant ainsi un pain « unique » qu'il vend en direct à ses clients

Plus d'infos : @lechantduble sur Facebook



Olivier Clisson cultive des variétés de blés sélectionnés par des biodynamistes.

© Le chant du blé



© MP Vincent

LA MÉJANETTE, FARINE ISSUE DU PATRIMOINE

par M-P V

Sur le causse Méjean en Lozère, 16 agriculteurs produisent, outre des céréales pour leurs bêtes, des variétés anciennes de blé panifiables. Moulues sur le causse, elles sont à l'origine d'un pain entièrement local très demandé et proposé par quinze boulangers. La farine, du nom de Méjanette, est aussi en vente dans les épiceries.

Depuis 2017, cette filière, portée par le Groupement d'intérêt économique et environnemental La farine du Méjean, regroupe producteurs, meuniers, boulangers

et collectivités. Elle doit son existence à la rénovation du moulin à vent de La Borie, à Hures-La-Parade. Contribuant au développement des circuits courts comme à celui du tourisme rural, il se visite en été et a transformé 95 tonnes de céréales en 2019, dont une partie en AB, pour 80 t de farine. « *Lessor se poursuit aussi bien du côté de la production agricole que des clients*, détaille Alice Mulle, du Centre d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural (Civam). *Les boulangers augmentent petit à petit la part de Méjanette dans leur approvisionnement global. Un bâtiment de stockage de céréales est en construction. Des emplois ont été créés, celui du meunier, un guide touristique et un emploi saisonnier.* »

UNE ÉCOLE INTERNATIONALE DE BOULANGERIE EN HAUTE PROVENCE

Par HS

Ouverte à Sisteron en 2005 et installée depuis 2012 dans la vallée du Jabron, l'école internationale de boulangerie, spécialisée dans la panification au levain naturel et la filière biologique, forme actuellement 40 chefs d'entreprise par an.

C'est en 2000 que Thomas Tefri-Chambelland plaque sa confortable place de fonctionnaire dans l'éducation nationale pour se reconvertir à la boulangerie. L'enseignant en biologie dans un collège du Var retourne sur ses terres natales, dans le sisteronnais, pour y ouvrir sa première boulangerie. C'est un succès. Chaque jour, les clients lui demandent ses petits secrets de fabrication. Si bien que ce dernier décide en 2005 de renouer avec la formation : il ouvre l'École internationale de boulangerie. « *L'idée avec cette école, c'était de transmettre en quelques semaines ou quelques mois ce que j'avais mis plusieurs années à apprendre. Nous*

travaillons majoritairement avec des farines écrasées par des moulins locaux et d'ici quelques semaines, nous aurons notre propre moulin à l'école. » Un équipement de petite taille qui pourra moudre 15 kg de farine à l'heure, soit l'équivalent de 150 kg par jour en moyenne. Il poursuit : « *Ce nouvel outil ne nous permettra pas d'être totalement autonomes, mais il nous permettra d'écraser le petit épeautre que nous cultivons sur les 20 hectares attenants à l'école et d'autres variétés de céréales anciennes produites localement (Barbu du Roussillon, Touselles de Nîmes...).* » L'école internationale de boulangerie travaille sur deux axes forts : perpétuer la panification traditionnelle en l'adaptant à nos modes de vie moderne et accompagner des adultes à l'entrepreneuriat. Nichée dans un écrin de verdure dans la vallée du Jabron, elle est aujourd'hui la seule école au monde à délivrer un diplôme reconnu par l'État, de niveau bac et spécifique de la filière biologique. Elle accueille chaque année 40 apprenants adultes venus du monde entier. Tous sont des porteurs de projets et 80 % d'entre eux créent leur propre entreprise à la sortie de l'école.

Plus d'infos : ecoleinternationaledeboulangerie.fr/centre.php



© DR

LE POTAGER SANS PEINE

La paresse stimule l'imagination de l'agronome Didier Helmstetter pour produire des légumes en abondance tout en protégeant la biodiversité et l'environnement. Le potager est un système vivant complexe, une invitation à observer pour que chacun trouve ses propres solutions, adaptées à ses envies et contraintes.

Réussir son potager du paresseux, *Didier Helmstetter, Tana éditions, mai 2020, 128 pages, 23 euros*

UN MANAGEMENT PEU SOLIDAIRE

Quand une journaliste enquête sur les conditions de travail dans l'économie sociale et solidaire, elle n'y trouve pas une ambiance de rêve, mais plutôt « un réel écart entre la bienveillance supposée de l'univers associatif et mutualiste et la réalité des témoignages ». Un paradoxe avec le sens de l'engagement.

Souffrance en milieu engagé, *Pascale-Dominique Russo, Éditions du Faubourg, février 2020, 180 pages, 18 euros*



CULTIVER LE PARADIS SUR TERRE

La célèbre Vandana Shiva présente une synthèse de ses quelque 30 années d'expériences, de recherches et d'actions. Ce livre est également un manifeste en faveur de la transition mondiale. Pour l'activiste indienne, c'est l'agro-écologie, le sol vivant, la biodiversité, la localisation, les femmes, les petits exploitants qui nourrissent l'humanité à 70 %. Ils peuvent devenir la norme, à l'opposé de l'industrie agro-alimentaire qui n'a rien de logique ni de durable, en détruisant la planète et notre santé, et en marchandisant les moyens de subsistance. Vandana Shiva prône bien sûr la vraie nourriture de meilleure qualité, la liberté des semences, la polyculture, les vrais individus, la coopération entre producteurs et consommateurs... Un dernier chapitre indique la voie à suivre. « *Utilisons notre énergie pour œuvrer à la création d'un avenir alimentaire respectueux de la planète. Lorsque nous travaillons main dans la main, en harmonie, nous pouvons cultiver le paradis sur Terre.* »

Qui nourrit réellement l'humanité ? *Vandana Shiva, Actes Sud, collection Domaine du possible, février 2020, 192 pages, 19 euros*



LA DÉTOX NUMÉRIQUE PAS À PAS

La journaliste hyperconnectée, Laurence Bril, a pris conscience de son addiction à internet et aux réseaux sociaux et a décidé d'aller marcher. Elle raconte son cheminement à pas comptés, kilomètre après kilomètre, une façon de prendre de la distance avec le numérique, de revenir à soi, au rythme du monde, de la nature, de l'instant présent. Une manière de voir les choses de ses propres yeux, au grand air, et non à travers un écran et ses diktats de likes et de followers. Elle suit la voie des grands marcheurs, David Breton, Sylvain Tesson... et entame une désintoxication sur une année. Peu à peu, de nouvelles sensations s'offrent à elle. Elle se métamorphose physiquement et psychologiquement. Flâneries, balades, randonnées, courses, excursions, trails... Le temps et les distances s'allongent ; ses performances progressent. Après 3 600 km parcourus, elle revient lentement mais sûrement au numérique. Un itinéraire à suivre pour modérer ses connexions.

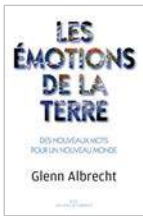
Passage piéton. Récit d'une détox numérique par la marche, *Laurence Bril, Rue de l'échiquier, février 2020, 136 pages, 12 euros*



LE POTAGER FACILE ET BIO

Vous aimeriez bien cultiver vos légumes mais vous ne savez pas comment vous y prendre ? Suivez le guide ! Blaise Leclerc est docteur en agronomie et jardinier depuis 40 ans, spécialiste des relations entre agriculture et environnement. Il n'en est pas à son premier livre didactique pour simplifier au maximum le jardinage. Il nous apprend à créer et cultiver simplement un potager en partant du b.a.-ba. Tout est expliqué en détails, même le vocabulaire : comment fonctionne une plante, les techniques de base pour préparer la terre, composter, utiliser des engrais verts, pailler, créer un équilibre écologique, réussir ses semis, ses plantations, son arrosage, etc. Avec photos, astuces, conseils et schémas à l'appui, plus d'excuses pour ne pas s'y mettre.

Savoir tout faire au potager. Gestes et techniques de base, *Blaise Leclerc, Terre vivante, mars 2020, 120 pages, 14 euros*



DE L'ANTHROPOCÈNE AU SYMBIOCÈNE

Philosophe de l'environnement, Glenn Albrecht est le spécialiste mondial de l'étude des émotions ressenties envers la Terre, ces « *réactions émotionnelles particulières que nous manifestons en réponse au rythme et à l'ampleur du changement environnemental et écologique* ». Déjà inventeur du terme « solastalgie » qui traduit l'expérience vécue lors de changements environnementaux négatifs, il propose « *une réflexion sur le sens de la vie humaine au temps de l'anthropocène* ». En effet, face aux évolutions du monde, nous ressentons de l'anxiété, de la colère, de la nostalgie, de l'abattement : autant d'émotions négatives qui affectent notre santé mentale. Il nous invite à une nouvelle vision du monde pour sortir de la crise écologique : passer au symbiocène. Pour cela, l'auteur propose de nouveaux mots et concepts, c'est-à-dire des émotions et des sentiments positifs pour l'avenir : créativité, santé, harmonie avec la nature et sa beauté. Alors, place au symbiocène !

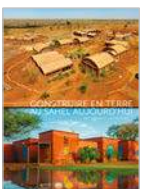
Les émotions de la terre, Des nouveaux mots pour un nouveau monde, Glenn Albrecht, Les Liens qui Libèrent, février 2020, 368 pages, 23 euros



RÊVONS POUR CHANGER LE MONDE

Pouvons-nous changer le monde et le rendre meilleur ? Rob Hopkins en rêve et pense sérieusement que nous en avons les moyens. Il rejoint l'historien Yuval Noah Harari (*Sapiens, une brève histoire de l'humanité*) qui affirme que nos vies reposent sur des fictions auxquelles nous voulons bien adhérer. Et si nous refaisions l'histoire ? Ou plutôt : si nous racontions la suite autrement ? Des alternatives radicales, constructives, rapides et inattendues sont possibles dans notre quotidien personnel, professionnel, social. Certaines existent déjà. Il suffirait de mettre l'imagination au centre de nos réflexions. Son programme : prendre soin de sa santé, suivre l'exemple de la nature, nous réapproprier notre attention, développer l'imagination à l'école, et se poser les bonnes questions pour que ces hypothèses voient le jour. Et si le rêve devenait réalité ? Et si tout finissait bien ? Un livre enthousiasmant.

Et si... ? Libérer notre imagination pour créer le futur que nous voulons, Rob Hopkins, préface de Cyril Dion, Actes Sud, avril 2020, 330 pages, 23 euros



LA TERRE CRUE, MATÉRIAU POUR LA TERRE

Ce très beau livre, grand format, avec de superbes photos, reprend les projets finalistes du concours TERRA Award Sahel+ sur l'architecture en terre crue, matériau ancestral et d'avenir pour le BTP en Afrique et dans le monde entier. L'utilisation des savoir-faire traditionnels dans des projets actuels et modernes pour de nouveaux usages prouve scientifiquement tous ses avantages : matériau renouvelable, extraction facile et locale, utilisable pour l'auto-construction mais aussi pour des constructions d'envergure, comme les équipements hôteliers, publics, professionnels... La terre crue est un matériau vivant, sain, qui absorbe odeurs et bruits, régule la température et l'humidité. Et en plus, sa palette de couleurs est magnifique : gris foncé, jaune, rose, rouge ocre de la latérite... Dans le marché du BTP, c'est une renaissance de l'architecture qui contribue à la transition écologique et sociétale. Un magnifique retour à la terre.

Construire en Terre au Sahel aujourd'hui, Odile Vandermeeren, Musee éditions, 130 pages, 25 euros

SE NOURRIR DE CUEILLETTE SAUVAGE

Vianney Clavreul, guide nature, a parcouru 2 600 kilomètres en six mois en se nourrissant presque exclusivement du fruit de sa glane. De nombreux conseils pour s'équiper, s'orienter, se nourrir sans s'empoisonner, apprendre à reconnaître les bonnes herbes, des champignons, des coquillages et les cuisiner. Et joliment illustré !

Le manuel de la vie buissonnière. Manifeste pour une cueillette sauvage, 75 espèces comestibles, Vianney Clavreul, éditions Terran, mars 2020, 18 euros

UNE QUESTION DE LIENS

Les auteurs, anthropologues, géographe et juriste, font partie de la génération qui est entrée en écologie par passion, par conscience d'une mission à accomplir, par nécessité vitale. Ils nous incitent à redécouvrir la complexité du vivant, des individus et des cultures, sous l'angle de la relation aux autres.

Toutes les couleurs de la Terre. Ces liens qui peuvent sauver le monde, Damien Deville et Pierre Spielwoy, Tana éditions, janvier 2020, 224 pages, 18,90 euros

Sans transition !

La revue engagée du local au global, est éditée par La Scop La Maison des Possibles, siège social : 52 route de Garlan, 29600 Morlaix, 09 81 71 43 23, contact@sans-transition-magazine.info

Direction de publication :

J. Dezécot

Rédaction en chef : M. Chouvion

Secrétariat de rédaction : E. Crézé

Rédaction : M.P Vincent,

M. Albessard,

C. Martot, E. Crézé, M.Chouvion,

F. Delotte, J. Dezécot, S. Reyne,

C.Trouillet, M. Martinez,

H.Saveuse et V. Maintenant

Traductions : Office public de la

langue bretonne,

P. Peyre et M-J Verny

Photos de Une : © AdobeStock

Abonnements : J. Lucas

Publicité : S. Gitton

Chargée de Diffusion : J. Lucas

et GA. Bourg

Chargée de communication : L. Virion

Conception graphique : Devisocom

Impression : à parution

Numéro ISSN : 2496-6150, 2496-

4018, 2496-4085 et 2645-968x

Numéro CPPAP : 1021 D 93226

Dépôt légal : à parution

Prix de vente au numéro : 5,5 euros

Abonnement annuel : 29 euros

Imprimé sur les presses

de PURE IMPRESSION

(Imprim'vert), 451 rue de la

Mourre, ZAC Fréjorgues Est, 34130

MAUGUIO, sur un papier européen

mixte, issu de forêts gérées de

façon responsable et partiellement

recyclé.

Plus d'infos : www.sans-

transition-magazine.info

Pour contacter la rédaction

Bretagne : 52 route de Garlan,

29600 Morlaix / bretagne@sans-

transition-magazine.info

Provence : 1 traverse de l'ancien

chemin d'Entrechoux, 84340

Malacène / provence@sans-

transition-magazine.info

Occitanie : Pôle Réalis. La Maison

des Possibles.

710, rue Favre de Saint-Castor,

34080 Montpellier / occitanie@

sans-transition-magazine.info

Auvergne-Rhône-Alpes :

23 Chemin de la Ferrière

69260 Charbonnières

aura@sans-transition-magazine.info

Pour contacter le service

publicité : 06 75 55 36 48 et

stephane@sans-transition-

magazine.info.

La reproduction des photos

et textes est interdite sans

autorisation préalable de La

Maison des Possibles.

Sans transition !

La revue engagée du local au global

SOUTENEZ LA PRESSE LIBRE
ET INDÉPENDANTE !

Sans transition !, La revue engagée du local au global a besoin de ses lecteurs pour continuer son chemin. Aujourd'hui disponible sur quatre territoires : Auvergne-Rhône-Alpes, Bretagne, Provence et Occitanie, cette revue vous apportera les clés pour comprendre la Transition en marche près de chez vous.

Vos coordonnées :

Nom Prénom

Adresse

CP Ville

Tél. : Courriel :

Choisissez votre région

- AUVERGNE-RHÔNE-ALPES (Aura) BRETAGNE (Nantes à Brest) PROVENCE (Paca + Drôme provençale)
- OCCITANIE (LRMP)

Choisissez votre formule d'abonnement



Classique 1 an/29 euros*

6 numéros de Sans transition !
Dans votre boîte aux lettres
+ Accès web illimité fixe et mobile pendant 1 an



Engagé 2 ans/49 euros*

12 numéros de Sans transition !
Dans votre boîte aux lettres
+ Accès web illimité fixe et mobile pendant 2 ans



Mobile 1 an/15 euros

6 numéros de Sans transition ! en pdf
+ Accès web illimité fixe et mobile pendant 1 an



Petit budget 1 an/19 euros

6 numéros de Sans transition ! pour toute personne au RSA, minimum vieillesse, étudiant...

* Offres valables en France Métropolitaine. D'autres offres (petit budget, parrainage, monde...) sont disponibles sur notre site Internet www.sans-transition-magazine.info

Choisissez votre cadeau :

Un don de votre part (5 % de votre abonnement) à l'antenne locale de Attac

Un don de votre part (5 % de votre abonnement) à l'antenne locale de France Nature Environnement

Un don de votre part (5 % de votre abonnement) à l'antenne locale de ATD quart Monde

Un sachet de graines de La Semence Bio



Le replay de la conférence de Marc Dufumier

Mode de paiement

- par chèque bancaire à l'ordre de Sans transition !
- par virement (nous contacter à abonnement@sans-transition-magazine.info pour avoir notre RIB)

MERCI POUR VOTRE CONFIANCE !

Pour contacter notre service abonnement : Sans transition ! - 52 route de Garlan - 29600 Morlaix
abonnement@sans-transition-magazine.info / 09 81 71 43 23

Vous pouvez aussi soutenir notre projet en faisant un don (déductible à 66% de vos impôts) !

RDV sur www.okpal.com/sans-transition-la-revue-des-citoyen-ne-s-engage



leScop
SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES
ET PARTICIPATIVES



La Bio

nous
rassemble



Engagés ensemble depuis plus de 30 ans
dans la transition !

Un réseau coopératif unique

*Magasins, salariés, producteurs,
consommateurs et partenaires
décident ensemble de son avenir
et de ses orientations en assemblée.*

Des valeurs et des engagements pour une bio paysanne et de qualité

- Non aux OGM
- Non au transport par avion
- Priorité au local et au commerce équitable
- Respect de la saisonnalité
- Démarche zéro déchet.

**Ensemble, devenons acteurs
du changement !**

31 magasins soutiennent ce magazine en Occitanie

À Agde (34), Albi (81), Auch (32), Bagnols-sur-Cèze (30),
Cahors Cathédrale (46), Cahors Bellecroix (46),
Carcassonne (11), Castres (81), Condom (32),
Foix Centre (09), Foix Gare (09), Gourdon (46),
Jacou (34), Juillan (65), Lannemezan (65), Le Crès (34),
Lourdes (65), Lunel (34), Marguerittes (30), Mende (48),
Moissac (82), Montpellier Courreau (34),
Montpellier Marianne (34), Pamiers (09), Pavie (32),
Prades (66), Preignan (32), Rodez (12), Saint-Girons (09),
Souillac (46), Tarbes (65)...

Toutes nos adresses,
nos services, nos horaires
sur Biocoop.fr



BIO **BREIZH**

LES PRODUCTEURS BIOBREIZH CULTIVENT LE VRAI GOÛT DES LÉGUMES BIO AU RYTHME DES SAISONS

- ✓ DES FERMES CONTRÔLÉES 100% BIO : VÉGÉTAL ET ANIMAL
- ✓ DES PARCELLES ENTOURÉES DE HAIES ET DE TALUS
- ✓ L'AGRONOMIE EN LIEN AVEC LE SOL

LES PRODUCTEURS 100% BIO

SCA BIOBREIZH - T 02 98 63 19 03 - F 02 98 63 17 93

contact@biobreizh.org - www.biobreizh.org -  BioBreizh